

LE DRAPEAU ROUGE VOUS INSPIRE-T-IL ?

pour eux, son histoire, ses victoires, ses échecs, sa symbolique. Et si l'histoire du journal *Le Drapeau Rouge* vous inspire, n'hésitez pas à prendre vos plumes et vos pinceaux ! Les textes, poèmes, récits sont aussi les bienvenus.

Pour plus de renseignements : Le Drapeau Rouge, rue Rouppe, 9 à 1000 Bruxelles ou sur le site <http://www.particomuniste.be/>. Vous pouvez aussi nous contacter par téléphone au 0472 713 098.

Le Drapeau rouge organisera en fin d'année une exposition autour du thème... 'Le Drapeau rouge'. Nous ne devenons ni narcissiques, ni immodestes ! Outre le titre d'un journal au passé riche, le drapeau rouge marque l'histoire des progressistes depuis plus d'un siècle.

Une histoire jalonnée d'événements culturels capitaux. La gauche manque cruellement de cette culture et d'acteurs se situant dans la lignée des Masereel, Somville, Plisnier, Aragon, Picasso, Eluard et tant d'autres.

Nous en appelons aux artistes d'aujourd'hui, les invitant à nous faire parvenir des œuvres inspirées par le drapeau rouge, ce qu'il représente

Ce mois-ci, un artiste bruxellois nous a fait parvenir un collage qui... colle parfaitement au thème 'Le Drapeau Rouge'. Teddy Magnus est peintre, aquarelliste, gouachiste et auteur de collages et monotypes, de préférence en petit format. On lui doit aussi des calligraphies délicates et expressives, qui le placent dans une lignée d'artistes intimistes. Né à Bruxelles en 1935, il a étudié le dessin aux Académies des Beaux-Arts de Bruxelles et de Saint-Josse. Il a appris le monotype avec la grande illustratrice Elisabeth Ivanovsky. On retrouve des illustrations de Teddy Magnus en accompagnements de textes de Francis Dannemark. Il a exposé certaines de ses œuvres dans de nombreuses galeries.

**le
drapeau
rouge**

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/503.34.96
Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement annuel : 15 € - Etranger : 23 €
Envoyé sous enveloppe fermée
Abonnement de soutien : 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants : 8 €
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

Sommaire

**Tempête
dans un verre d'eau
chez les métallos FGTB ?**
Fernand FYON, p 2

La démocratie dynastique
Alain DE KUYSSCHE, p 3

**Francorchamps:
Enfin une solution !**
Joseph GAZON, p 4

Chronique des voyous
Alain DE KUYSSCHE, p 5

**Liège : JCC s'en va,
ACC arrive !** p 6

L'OTAN en question
Claudine POLET, p 7

**« Les héros comparés
aux criminels »**
Mikis THEODORAKIS,
p 8

Bolivia si !
Frédéric LEVEQUE, p 9

**HONG KONG :
Victoire du business,
échec des peuples**
Raoul Marc JENNAR,
pp 10 et 11

**Pharmacie:
un lobby qui dérape...**
Ab. BUSONI, pp 12 et 13

Agenda, p 13

Le spectre du Big Brother
Maurice Magis, pp 14 et 15

Lectures, p 16

Cinéma, p 17

La B.D. est-elle de droite ?
Anton BORODINE,
pp 18 et 19

**Le Drapeau rouge vous
inspire-t-il ?** p 20

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Numéro 10
février 2006

1 €

Editorial

GARCON, UNE STELLA BRASIL !

Il fallait être aveugle ou complaisant pour n'avoir pas vu venir ce que nous dénonçons à longueur de pages depuis la parution du *Drapeau Rouge* : le dépeçage de la Belgique s'accélère de jour en jour. Ou plus exactement : le patronat belgo-étranger organise le démantèlement du tissu industriel et économique belge.

Peu nous chaut la disparition de la Belgique, construction artificielle issue du XIX^{ème} siècle, sous l'égide des grandes puissances d'alors, si cela peut améliorer le sort des classes laborieuses. Que cette faillite se double de la chute d'une monarchie ne nous fera pas plus verser une larme. Nous constatons seulement que les locataires de Laeken, alliés au patronat belge depuis toujours, ont agité la fibre patriotique lorsque cela servait leurs intérêts immédiats. Et qu'au nom de cette illusion de Belgique, ces mêmes truqueurs ont envoyé à la boucherie des milliers de travailleurs, l'espace de deux guerres mondiales. On voit bien aujourd'hui que ce patriotisme des possédants n'était qu'un leurre. Les pa-

triotards d'hier ont détecté le tissu économique national. Le sort de nos entreprises, et principalement de leurs travailleurs, se décide à Paris, Amsterdam,

Lorsque Interbrew prit le contrôle de la brasserie *Belle-Vue*, la déjà multinationale jura ses grands dieux que, moyennant des coupes dans le personnel et une délocalisation de la production, une présence bruxelloise de ce vieux producteur de lambic et de gueuze serait assurée. Aujourd'hui, Inbev raye

– mais pour combien de temps, ce fallacieux ancrage belge ? Très exactement le temps qu'il faudra pour émusser la réactivité des travailleurs et de préparer l'opinion. En attendant, Inbev a, de longue date, organisé un système pour éluder l'impôt en Belgique

D'ici là, les patronats flamands et wallons auront exigé la séparation définitive du pays en deux (ou trois ?) entités plus manipulables. Le patriotisme à la belge ne fonctionnant plus au profit de ces messieurs, place aux folkloriques patriotismes flamands, wallons et, tant qu'on y est, bruxellois. Quelle misère que ce naufrage de la Belgique dans le statut de république bananière... Plus que jamais, la tâche du Parti communiste, en particulier grâce au présent *Drapeau Rouge*, est de faire connaître ses solutions à ce véritable hold-up qui se déroule sous nos yeux.

Non, les travailleurs ne sont pas impuissants contre le mondialisme auquel a adhéré ce qui reste du patronat belge, sans l'ombre d'un regret ou d'une fibre 'patriotique' ! Non, la mondialisation n'est ni une fatalité, ni un système appelé à amener le bonheur des gens et la paix !



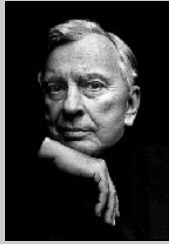
Photo Indymedia

dam, New York, Londres et même Hong Kong – sait-on assez que la chaîne de parfumeries Paris-XL est chinoise ? Dernier exemple en date : Inbev, ex-Interbrew, le tueur de la diversité dans la production brassicole belge.

Le scénario est devenu banal à force de se répé-

les oripeaux de *Belle-Vue* de la carte industrielle bruxelloise. Même complot et mêmes conséquences pour Hoegaarden, spécialiste de la 'blanche'. Et voilà que Inbev passe sous contrôle brésilien ! A quand la Jupiler brassée à Rio ou Bel Horizonte ? Et la Stella à Manaus ? Bien sûr, on gardera quelques activités à Louvain, siège 'historique' de Stella Artois

BREVES.....

La religion
L'œuvre du diable?

"La religion, outre Atlantique, c'est l'œuvre du diable. Il n'y a peut-être pas de bon Dieu mais il y a sûrement un diable et sa passion dominante, c'est la religion des fondamentalistes protestants. Je crois que mon pays (les USA) commence, à de nombreux égards, à ressembler à une théocratie. Par le biais de la télévision, les évangélistes lèvent des fonds considérables qu'ils investissent ensuite pour faire élire des obscurantistes attardés. Comme il n'y a pas de système d'éducation publique, la grande majorité de mes concitoyens est d'une ignorance à faire peur. Le pays le plus puissant du monde est en train de retourner à l'âge de la pierre. Ils disent : "Nous avons été élus par les Dieux pour gouverner la planète". Mais la vérité, c'est qu'il s'agit surtout de mettre la main sur les dernières réserves de pétrole. Au lieu de trouver des énergies alternatives, nous cherchons à asservir des régions entières du monde".

Gore Vidal,
romancier américain

61.700 millionnaires
en Belgique

Le nombre de particuliers disposant d'un patrimoine d'au moins un million de dollars, en dehors de leur résidence principale, a augmenté de 6,6 % en Belgique en 2004. Au total, le nombre de Belges disposant d'au moins un million de dollars est 61.700, d'après l'étude conjointe de Merrill Lynch et de Capgemini sur l'évolution de la richesse dans le monde.

A titre de comparaison la croissance du nombre de millionnaires en Europe n'a été en 2004 que de 4,1 %, à l'exception de l'Espagne et la Grande-Bretagne qui ont enregistré respectivement des taux de 8,7 et 8,9 % grâce au marché immobilier pour le premier et à un profil fiscal attractif pour le second.

Pour expliquer cette croissance subite en Belgique, le quotidien "L'Echo" indique dans son édition du 18/11/05 que le succès de la Déclaration Libératoire unique (DLU) a permis un retour à la surface d'argent invisible. La région du monde ayant enregistré la plus importante croissance du nombre de millionnaires en 2004 est l'Afrique (+13,7 %), juste devant les Etats-Unis (+9,7 %).

Ces deux infos sont extraites de L'Etincelle n° 11, novembre '05, le bulletin électronique de la Fédération de Charleroi du Parti Communiste, disponible sur <http://etincellebulletin.skynetblogs.be/>

Tempête
dans un verre d'eau
chez les métallos FGTB ?

L'extrême droite aurait-elle fait son nid à la cime de la Centrale de l'Industrie du Métal de la FGTB ? C'est le débat qui fait fureur aujourd'hui chez les métallos rouges. En effet, lors d'une interview accordée au journal Trends⁽¹⁾, Herwig Jorissen, président des métallos FGTB, a reconnu avoir adhéré aux thèses de la Volksunie et du VMO et avoir participé à toute une série d'actions dans les années 1967 à 1969. Avant la parution de ces « aveux », Jorissen en a informé les responsables régionaux de la Centrale des Métallos au cours d'une réunion qui se tenait à Dinant⁽²⁾. C'était sans compter sur l'inimitié bien réelle que portent bon nombre de responsables syndicaux à l'égard des groupes d'extrême droite. C'est à grands cris qu'ils ont réclamé la démission immédiate de leur patron sous la menace de scinder la Centrale en une aile flamande et une aile wallonne.

A première vue, l'on pourrait estimer que cette attitude est la seule à adopter face à ces révélations. Encore eut-il fallu qu'il s'agisse bien de révélations, car cette ancienne appartenance de Jorissen à l'extrême droite n'était un mystère que pour celui qui voulait l'ignorer. N'était-ce donc pas dès la connaissance des faits qu'il aurait fallu l'empêcher de prendre l'élan qui fut le sien ? D'autres événements auraient aussi pu donner l'occasion de remettre en question l'efficacité du patron des métallos, par exemple lorsque ce dernier négociait la fermeture de Renault Vilvoorde en échange d'un hypothétique volet social minimal sans aucune garantie. Ou bien lorsque le même « Herwig le rouge »⁽³⁾ couvrirait ses permanents pour exclure de l'organisation syndi-

cale les délégués combatifs des Forges de Clabecq alors confrontés à la vindicte de l'ex-gendarmerie et de l'appareil judiciaire.

Il y a de longues années qu'un ras-le-bol vis-à-vis de Jorissen s'est installé au 17 de la rue Jordaens à Bruxelles⁽⁴⁾, ce même ras-le-bol dont parlent depuis des années des militants de la base et certains permanents. Pourquoi a-t-il donc fallu attendre si longtemps pour « remettre les pendules à l'heure » ? Il est d'ailleurs très révélateur d'entendre dire aujourd'hui certains anciens détracteurs de Jorissen « qu'il est loin d'être le pire » ! Le problème ne résiderait-il pas alors dans la volonté de certain(s) de gravir rapidement les marches qui le(s) séparent du pouvoir au sein de la Centrale ? Peut-être le temps leur semble-t-il trop long, et puisqu'une peau de banane se trouvait bien placée, c'était l'occasion rêvée de faire tomber le Chef. En attendant, décision a été prise de ne rien décider jusque fin mars 2006. C'est un congrès qui devra dénouer cette affaire. Encore faudra-t-il que les militants aient vraiment leur mot à dire et, surtout, qu'ils soient informés sur les véritables conséquences des décisions qu'il leur sera donné de prendre. En effet, c'est un congrès qui, en son temps, a élu Jorissen à la tête des Métallos !

Fernand FYON

(1) Trends, édition néerlandophone du 17 novembre 2005

(2) Le Soir, 28 novembre 2005

(3) Idem

(4) Adresse du siège de la Centrale de l'Industrie du Métal de Belgique de la FGTB

nes provoquées par les forces réactionnaires, alliées aux puissances occidentales (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis, Belgique...).

Relisez *L'Etoile mystérieuse* et dites-vous que le début en a été modifié. Car cette aventure de Tintin a paru dans le *Soir* 'volé', contrôlé par les Allemands et les

dessinée
e droite?

collabos. Elle comportait une caricature antisémite particulièrement odieuse, alors que les quartiers juifs de Bruxelles et Anvers, notamment, faisaient l'objet de rafles menées conjointement par les occupants et la police belge.

La fascination
de 'l'Ordre Nouveau'

Mais il n'y a pas que Hergé. Willy Vandersteen, créateur de *Bob et Bobette*, a commis quelques dessins très sympathisants des 'idées nouvelles' (c'est-à-dire fascisto-nazies), alors qu'il travaillait pour la 'Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation', sorte de syndicat paysan basé sur le modèle des gildes moyenâgeuses, chères aux phantasmes de l'Ordre Nouveau. Cette collaboration ne fut pas fortuite : elle s'étendit de 1941 jusqu'à la fin de la guerre. On sait, par ailleurs, qu'après la Libération, Vandersteen continua d'entretenir des relations amicales avec des anciens du front de l'Est.

Les légions anti-bolchéviques attirèrent la sympathie de Bob De Moor (*Barelli, Cori le Moussaillon*), qui donna aussi dans les mouvements de jeunesse flamingants et pro-nazis.

Du côté francophone, on ne fut pas en reste. Jijé (*Spirou, Blondin et Cirage, Valhardi, Jerry Spring, Tanguy et Laverdure*), dont on inaugure ces jours-ci en grande pompe un musée à Bruxelles, séjourna en prison pendant quelques mois après le départ des Allemands.

La France, aussi...

Nos voisins du sud ne manquèrent pas de pinceaux et de crayons pour illustrer la presse des jeunes, et plus particulièrement une publication nauséabonde comme *Le Téméraire*. Entre deux chroniques détaillant la pureté ou la corruption des races, on y trouvait des bandes dessinées appelant les

jeunes au Front de l'Est, ou présentant des charges haineuses contre les juifs, quand il ne s'agissait pas de stigmatiser les maquisards 'terroristes', 'voyous' et 'traîtres à la Patrie'.

On citera Le Rallic, vieux facho qui, après-guerre, vint se faire oublier en Belgique et y publier dans le journal *Tintin*. Certains tentèrent de faire oublier leur passé douteux en passant avec armes et bagages dans... la presse communiste !

Le magazine *Vaillant* et même *L'Humanité* accueillirent un certain Auguste Liqueois. Ce triste individu avait fait les beaux jours de magazines collaborationnistes en dessinant *Zoubinette*, pamphlet antisémite et anti-résistance. Il n'attendit pas le sort des armes pour retracer la *Vie héroïque du Colonel Fabien* et *Fifi, Gars du Maquis*, tous les deux prêts à la publication dès la libération de Paris !

On a oublié que le dessinateur des *Pionniers de l'Espérance* (dans *Vaillant* puis dans *Pif*, Raymond Poivet, fut un autre pilier du *Téméraire*, où ses personnages 'bouffaient du coco' à toutes les pages.

Ceux qui sauvèrent l'honneur

Bizarrement, l'histoire officielle de la B.D. ne fait pas grand cas de ceux qui sauvèrent l'honneur de la profession en refusant de travailler pour le régime de Vichy. Qui se souvient encore d'Edmond Calvo, à qui l'on doit l'éblouissant *La Bête est morte* ! (la guerre transposée dans le monde des animaux) et les charmantes *Aventures de Rosalie* (1), ainsi que *Moustache et Trotinette*, injustement oubliés. Calvo fit un disciple célèbre, Albert Uderzo, fasciné comme lui par l'art de Walt Disney. Encore plus oublié, Jean Trubert refusa aussi de pactiser avec la Collaboration, malgré des conditions de vie précaires. Rappelons ici son *Chevalier Printemps, Mousse et Boule* et la reprise de *Bécassine* dans les années 1960. Des albums à se procurer toutes affaires tenantes chez les meilleurs bouquinistes ! (2)

Des cathos partout !

La presse catho française des éditions Fleurus parut, sans discontinuer de 1941 à 1944, en Zone libre (Lyon), même après l'occupation de cette dernière par les nazis. Ce fait n'est pas innocent.

On retrouve aujourd'hui Fleurus dans le catalogue de *Media Participation*, cette nébuleuse éditoriale, contrôlée par Michelin, Axa et l'Opus Dei. Fleurus y côtoie Dargaud, le Lombard et Dupuis, ainsi qu'une myriade de sociétés (les dessins animés de la société *Ellipse*, entre autres). En tout, près de 70 % du marché de la bande dessinée francophone ! Avec Casterman, ultra-cathos aussi, on est parti pour

quelques années de bandes dessinées marquées à droite.

A part quelques exceptions comme Tardi (*La Commune*), que d'auteurs médiocres aux productions médiocres, tablant sur les sentiments les moins exaltants, l'humour le plus plat, quand il ne s'agit pas de fausses sagas de science-fiction qui n'auraient pas déparé dans *Le Téméraire* ou *Bravo*, autre publication suspecte, bien belge celle-là... Oui, la bande dessinée actuelle est majoritairement de droite. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Anton BORODINE

(1) *La Bête est morte* et *Les Aventures de Rosalie* ont été réédités chez Gallimard (1996).

(2) Une monographie sur Jean Trubert est parue en 2005 aux Editions L'Age d'Or - Charleroi.

Jean Ollivier
n'est plus

Nous avons appris le décès de Jean Ollivier le 29 décembre 2005. Il a rejoint son alter ego, Jean-Michel Charlier, autre génie du scénario de bande dessinée. Avec Ollivier, on se trouvait face à un personnage d'une trempe largement au-dessus des Martin et autres besogneux aux fascinations droitières. Son nom évoquera de doux souvenirs aux lecteurs de *Vaillant*, *Pif* et *Pif Gadget*, où ils découvraient les passionnantes aventures de *Loup Noir*, *Docteur Justice*, *Jacques Flash*, *Erik le Rouge*, *le Cormoran*, *Yves le Loup*. Orphelin de père, dès l'âge de six ans, Jean Ollivier s'est formé à force de courage, de ténacité et d'intelligence. L'année où il obtient le baccalauréat (1944), il rejoint le maquis, près de Lorient. Communiste, il devient journaliste à *Avant-Garde*, le journal des jeunes du Parti. Il se dirige ensuite vers la bande dessinée et prend en charge la rédaction en chef de *Vaillant* puis de *Pif*, entre 1949 et 1958. Par la suite, il signera le scénario du *Démon des Caraïbes*, la série maritime créée par Jean-Michel Charlier, disparu trop tôt.

A 80 ans, Jean Ollivier avait applaudi à la réparation et au succès de *Pif Gadget*. La mort aura été la seule capable de faire taire ce merveilleux conteur, doublé d'un homme généreux, sensible, habile à dénicher et révéler des dessinateurs de talent (Paul Gilson, Kline, Raphaël Marcello, Lucien Nortier et tant d'autres), jamais avare de conseils pour les débutants. Un grand homme a traversé les pages de la bande dessinée...

Au moment où la presse se pâme devant la bande dessinée, mise à l'honneur au festival d'Angoulême (cette année, du 19 au 22 janvier), il n'est pas mauvais de se poser quelques questions sur ce secteur de l'édition, qui représente près de 40 % de la production imprimée. Avec plus de 3.000 titres publiés en 2005, la B.D. charrie beaucoup de médiocrité, mais aussi d'étranges idéologies. Pour un Jacques Tardi, combien de chantres de pouvoirs forts et de fausses valeurs petites bourgeoises...

Voici quelques textes révélateurs. Le premier est extrait du site www.resistances.be. On y trouve une enquête consacrée à Jacques Martin (*Alix*), qui flirte avec les fachos depuis sa jeunesse. Nous en publions quelques fragments – vous découvrirez le texte complet, ainsi que des extraits d'une interview puante accordée à une feuille d'extrême droite, sur le site de RésistanceS. Les sous-titres sont de la rédaction du DR.

JACQUES MARTIN : JE MAINTIENDRAY

(...) Notre bonhomme a vingt et un ans (il est né en 1921, à Strasbourg) lorsqu'il publie plusieurs dessins et textes dans *Je Maintiendray*, une revue associée aux Chantiers de Jeunesse, une organisation créée par le gouvernement de Vichy. Le but de ces chantiers était triple : inculquer l'idéologie collaborationniste aux

d'une patrouille de scouts. Un grand naïf de 21 ans que le Martin de ces années-là...

Ah, oui ? Naïf au point de rester aux Chantiers de Jeunesse, de septembre 1941 à février 1943 ? Pouvait-on rester naïf en 1942, alors que le régime pétainiste organisait à plein régime la chasse aux juifs ? Dans sa biographie officielle, soigneusement édulcorée par lui, Martin ne parle que du '*repas pantagruélique que mon équipe et moi avions fait à Noël 1942 !*' Pas un mot sur les rafles, les exécutions sommaires de résistants. (...)

Qui se ressemblent, s'assemblent...

Toujours est-il qu'il se retrouve à Verviers après la guerre et que, peu de temps après, il rejoint le studio Hergé. Il n'est pas anodin de rappeler que Hergé s'entourait de... collaborateurs au passé plus que douteux : Jacques Van Melkebeke, condamné pour sa participation active au *Soir* 'volé', dans lequel il écrivit un compte-rendu révoltant à propos d'un procès de résistants, à Liège ; Bob De Moor, anverso, sympathisant flamingant notoire, proche des légions anti-bolchéviques ; Baudouin van den Brande de Reeth, qui avait laissé 'vagabonder' sa plume dans *Le Nouveau Journal*... entre 1940 et 1943 ; Josette Baujot, veuve d'un collaborateur français qui, dès 1945, avait cru bon de fuir en Argentine, et sans doute pas seulement pour y jouir du bon air de la pampa, puisqu'il s'y fit assassiner par d'anciens résistants français.

Dans son numéro d'automne 2005, la revue française *Réfléchir et Agir* (marquée à l'extrême droite – ndlr) affiche un portrait de Martin en couverture. Comme de bien entendu, ce dernier se défendra en alléguant « qu'il ne savait de rien ». Ce faisant, Martin se moque du monde. Après tant d'années et l'accumulation d'un faisceau

La bande est-elle d

de présomptions, plaider en ce cas la bonne foi met la naïveté au niveau de la bêtise. Pouvait-il ignorer que *Réfléchir et Agir* trimalle des idées d'extrême droite, héritières de l'activisme d'un Jean Thiriard, l'homme d'*Europe-Magazine* qui partage avec Martin la couverture du même numéro ? (...) Jamais Jacques Martin n'avait si ouvertement révélé qu'il ne renie en rien les options de sa jeunesse.

Ah, le beau temps où l'on s'offrait des repas 'pantagruéliques' à la Noël de 1942. Pas à Auschwitz, Dachau, Breendonck ou les geôles de la Gestapo, mais dans les Chantiers de Jeunesse, aux environs de Vichy.

LA B.D., ENTRE EXTREME DROITE ET OPUS DEI

Les auteurs de bande dessinée marqués à droite, et même à l'extrême droite, ce n'est pas cela qui manque... Il y a évidemment Hergé, dont les amitiés rexistes, avant-guerre, et léopoldistes, après 1945, ne sont plus un secret pour personne. Mais il y en a d'autres. Beaucoup d'autres...

Collaborateur régulier du *Faux Soir* jusqu'aux derniers jours de l'occupation (voir l'article de RésistanceS), le créateur de *Tintin* a commencé sa triste carrière par un pamphlet anti-bolchévique. Basé sur le faux témoignage (*Moscou sans Voiles*) de Joseph Douillet, un ancien consul belge qui inventa de toute pièce un voyage en Union soviétique, *Tintin au Pays des Soviets* se révèle une véritable machine de propagande fasciste destinée à justifier les fami-

La démocratie dynastique

De Freya Van den Bossche, fringante ministre du Budget, un ancien collaborateur a dit qu'elle lui faisait penser au groupe Urban Trad : agréables à regarder, mais on ne comprend rien de ce qu'ils disent. Toute en look, pur produit de marketing politique, c'est-à-dire gadget sans autre envergure qu'une ambition disproportionnée, on pourrait conseiller à Freya d'apprendre à se taire, en plus de beaucoup d'autres choses.

Elle appartient au groupe des rejetons de dynasties politiciennes. Leur seul talent et raison de vivre ? Se produire dans les talk-shows de la VRT ou de VTM. Y parler de la couleur de leur string ou annoncer, rigolarde, que bien que Ministre du Budget, elle n'est pas foutue de résoudre les quatre opérations mathématiques fondamentales.

Hélas ! Au-delà de l'outrance ironique, Freya trahit sa triste réalité : elle ne doit sa place qu'à papa. Des idées ? Ce n'est pas certain qu'elle en ait, mais il semblerait que cela soit devenu secondaire dans l'arène politique et certainement chez les fils et filles de...

L'incompétence récompensée par le hasard des spermatozoïdes : peut-on imaginer mépris plus grand pour le citoyen lambda ? A lui, on réclame des diplômes, la connaissance de plusieurs langues, une expérience professionnelle – tout ça, à 25 ans et pour un emploi précarisé doté d'un salaire insultant.

En politique, il suffit d'être 'fils de' ou fille de' pour s'assurer une carrière longue et, finalement, paisible. Les exemples ne manquent pas. Filles de : Onkelinx (après avoir démolì l'enseignement, elle remet ça à la Justice), Freya, Marleen Vander Poorten, la fille de Philippe Moureaux, catapultée à la Région de Bruxelles. En tête des 'fils de', les frères Moureaux ont fait semblant de troquer leurs habits de grands bourgeois libéraux

pour faire carrière au PS, Philippe en tambour-major, et Serge, en majorette. Il y en a d'autres : Charles Michel, les fils de Daniel Ducarme (celui qui a 'oublié' de rentrer sa déclaration d'impôts et que le fisc absout avec une clémence qu'aimeraient bien connaître nombre de petits contribuables féroce-ment poursuivis pour des sommes cent fois moins importantes), Benoît Lutgen, pâle et polluant ministre de l'environnement, Collignon, Tobback... Sans compter les 'frères de', tel l'insipide Jean-Marie Happart, qui ne sait même pas lire les contrats qu'il signe, mais jumeau du roué José ... Il y a même une 'femme de' : Françoise Dupuis, ex de Philippe Moureaux et calamiteuse ministre du logement bruxellois, mais consentant à partager avec son ancien conjoint, uniquement pour le meilleur, le stratégique contrôle des entreprises et du logement à Bruxelles !

Comment veut-on que ces authentiques 'parvenus' aient la moindre connaissance des réalités citoyennes ? A partir du moment où le critère de gouvernance est la jeunesse, le look médiatisable, la couleur de peau, la position de papa ou de maman, nous ne devons pas attendre des avancées significatives pour nos démocraties fatiguées, désabusées, atones. Dans le monde de l'industrie, on disait que les sociétés à caractère familial disparaissaient à la troisième génération. La première fondait, la deuxième gérait l'acquis, la troisième dilapidait. Appliqué à notre pays, ce schéma nous promet un avenir exaltant...

On comprend mieux pourquoi les familles (au sens biologique du terme) politiciennes acceptent *con amore* les projets séparatistes du patronat flamand : plus petit sera le territoire à gérer, plus prégnante sera l'emprise des tribus régnantes.

Voici revenir le temps des baronnies, duchés, comtés et marquisats – les nantis et les serfs, ces derniers plus que jamais corvéables et taillables à merci. L'aube du moyen âge anti-démocratique.

ADK

BREVES.....

Vers une commission Lahaut ?

Ce 24 novembre, trois parlementaires (Muriel Gerkens, Patrick Moriau, Marie-Claire Lambert) ont déposé à la Chambre une Proposition visant à créer une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir les responsabilités et de faire toute la lumière sur l'assassinat de Julien Lahaut, député et Président du Parti communiste de Belgique, le 18 août 1950 à Seraing par des inconnus. De l'aveu même des auteurs, cette proposition est le résultat de la pétition qui réclamait l'instauration de cette commission d'enquête, et que nous sommes nombreux à avoir signée. Le texte de la proposition est disponible sur le site de la Chambre (Document parlementaire 51K2104 - 24/11/2005).

Extrait de La République n° 10, décembre '05, magazine du Cercle républicain (CRK), disponible sur <http://www.crk.be/F/accueil.php>.

Stratégie de rupture au PCF

Un courant d'opposition au sein du PCF, emmené notamment par André Gerin, député-maire de Vénissieux (Rhône), a présenté le 2 janvier un projet alternatif à celui de la direction, rejetant une alliance avec le PS et plaidant pour des candidats communistes à toutes les élections. Le texte, qui a obtenu le soutien de 375 militants de 37 fédérations du parti, parmi lesquels des élus et des parlementaires, a été déposé dans la perspective du 33^{ème} congrès du PCF, fin mars.

Sous le slogan "fier(e)s d'être communistes", opposé à celui de la direction "fiers d'être à gauche", le projet prône "un retour aux sources". Il entend donner une "nouvelle identité au PCF" et le doter d'un programme de "rupture avec le capitalisme". Le texte met en garde contre une "politique d'union au sommet", qui serait "désastreuse, comme en 1997".

Opposé à une nouvelle mouture de programme commun, Gerin a critiqué la perspective de négociations avec le Parti socialiste, alors que le numéro un du parti, Marie-Georges Buffet, doit participer fin janvier avec le PS à une réunion unitaire de la gauche, dans la perspective des échéances électorales de 2007. "Le principe d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2007 doit être arrêté dès demain", a affirmé Gerin, qui a accusé la direction de tergiverser sur la question. (d'après AFP)

Le retour de Pif !

Signalons tout de même le retour du magazine *Pif Gadget* sous parution mensuelle. Des nouveautés y côtoient des republications ou de nouvelles aventures des héros qui firent les beaux jours de ce journal issu de la presse communiste française.

On ne peut que se réjouir de cette nouvelle formule, de très bonne tenue (on y réhabilite la lecture de romans pour la jeunesse !) et dynamique en diable. Une série d'albums vient de paraître en parallèle : *Loup Noir*, *Nestor* et *Polux*, *Trelawney*, *Pif* et *Hercule* (Pif Editions). Vendu en librairie, *Pif Gadget* peut être acquis par abonnement au 070 23 33 04.

jeunes ; canaliser l'énergie de ces jeunes, que les troubles d'avant-guerre avaient préparés à une action belliqueuse que la défaite de 1940 empêcha d'épanouir ; récupérer les jeunes issus des milieux de gauche et, notamment du scoutisme communiste, interdit par l'occupant et ses valets français.

Quand on lui rappelle sa collaboration à *Je Maintiendray*, Martin tente de minimiser l'affaire : tantôt, il parle d'erreur de jeunesse, tantôt il souligne le contenu anodin d'une simple feuille de communication, innocent bulletin édité par l'équivalent

Hergé entretint des rapports suivis avec Robert Poulet, condamné à mort et exilé à Paris – on sait que le créateur de Tintin l'aida financièrement, de manière régulière jusque dans les années 60. Bref, en débarquant au studio Hergé, en 1954, Martin savait où il mettait les pieds – qui se ressemblent, s'assemblent... (...)

Martin chez les fachos

Tout cela relèverait de l'histoire anecdotique de la bande dessinée si Martin n'avait pas cessé d'avancer en cachant son jeu. (...)

BREVES.....

Personnel trop bien payé
dans les grandes surfaces ?

Dans un récent bouquin, Dieter Brandes, ex-manager d'Aldi, révèle les secrets du succès de la chaîne de distribution d'origine allemande. D'abord, un contrôle des coûts, qui permet à Aldi de vendre 10 à 20 % moins cher que les autres grandes surfaces. Ces dernières laissent sous entendre qu'elles paient mieux leurs fournisseurs : c'est faux, d'après Dieter Brandes. Le personnel Aldi serait moins bien payé qu'ailleurs ? Faux : les salaires sont meilleurs, mais la productivité exigée et la disponibilité sont plus élevées.

Par ailleurs, les magasins Aldi offrent un assortiment plus restreint (environ 700 produits) que celui d'hypermarchés qui proposent jusqu'à 50.000 produits différents. Cela seul entraîne des frais de manutention, donc de personnel, plus importants. Chez Aldi, le volume salarial représente 2 à 2,5 % du chiffre d'affaires – 6 à 7 % dans les hypermarchés où les employés sont payés parfois de 20 à 30 % en moins que ceux d'Aldi ! Ah, si les défuntes coopératives socialistes avaient été gérées avec cette rigueur, tout en ne mettant pas le profit au premier rang, ce qui aurait permis un plus grand respect pour le personnel, allié à une rentabilité sociale... (Le livre de Dieter Brandes n'existe qu'en version néerlandaise aux éditions Scriptum).

Ma belle voiture
internationale

Je suis l'heureux possesseur d'une Rover acquise voici 11 ans, alors que la livre sterling anglaise était au plus bas. A l'époque, la marque britannique était allée au Japonais Honda – tout bénéfice pour l'utilisateur, car les moteurs Honda ont la réputation d'être increvables. Quelques années plus tard, BMW a racheté Rover, ce qui fait que ma vaillante petite voiture a reçu des pièces allemandes lors de ses entretiens périodiques. BMW a vidé les caisses et pillé le *know how* anglais, avant de revendre la marque pour le sterling symbolique à un fonds de placement. Rover redevenait *british only* ! Mais la rentabilité de l'entreprise laissant à désirer et le temps de remplacer le radiateur de mon véhicule, Rover s'est alliée à une marque indienne avant d'être reprise en partie par des Chinois. Voilà pourquoi j'ai le plaisir de conduire une voiture anglo-nippo-germano-indo-chinoise. Et on dira encore que je ne comprends rien à la mondialisation !

FRANCORCHAMPS :
ENFIN UNE SOLUTION !

Alors que les contribuables wallons vont engraisser Bernie Ecclestone pendant encore quelques années, un lecteur nous envoie ce billet aigre-doux à propos de la rentabilisation de notre si encombrant « plus beau circuit du monde ».

Dans quelques années, nous roulerons tous à vitesse raisonnable en véhicules à moteur électrique. Des stations de services judicieusement réparties et reliées aux centrales nucléaires distribueront des accumulateurs électriques non polluants.

En attendant la fin de la domination des pétroliers, qui de fait se sont alliés aux écologistes, nous devons satisfaire un besoin primaire de l'homme : tester sa vitesse de déplacement.

La solution pour Francorchamps suppose une condition préalable : le respect strict dans toute la Belgique des limitations de vitesse imposées par la loi. Francorchamps deviendra LA SEULE ROUTE A VITESSE LIBRE.

- Le circuit et ses alentours seront concédés à une société privée pour un franc symbolique. Cette société aura la gérance totale du circuit.
- N'importe qui pourra louer celui-ci à la journée pour un prix qui n'excèdera pas le ticket d'entrée actuel à une course de Formule 1.
- L'accès au circuit ne sera autorisé que sur présentation d'un contrat journalier d'assurance. Ces compagnies d'assurance alimenteront la société gérante au prorata des journées assurées.
- Pour augmenter la rentabilité de l'entreprise, la circulation à deux sens sera permise.
- Un hôpital chirurgical pour traumatisés sera construit dans l'enceinte du circuit, et
- représentera le dernier investissement de la RW à Francorchamps.
- Le funérarium, le crématorium, le columbarium seront annexés à

l'hôpital, ce qui relancera la construction et les services locaux.

Francorchamps deviendrait ainsi une zone d'expansion économique, une oasis de liberté, en un mot le phare de l'Occident. Ce projet recevra certainement l'assentiment de tous les partis :

- La privatisation forcée correspond bien à la conception libérale du MR.
- L'accès démocratique, le progrès généralisé de la vitesse comblera de joie le PS qui a toujours défendu Francorchamps, la formule 1 et Ecclestone.
- Mes propositions humanistes rencontreront sans aucun doute les observations pointues du CDH.
- L'interdiction de publicité pour le tabac (seule entorse non libérale de ma suggestion) et la concentration localisée des émanations polluantes satisferont Ecolo.

Outre les épargnes multiples pour la RW, les bénéfices dégagés combleront largement les indemnités de licenciement des administrateurs publics du circuit. Les surplus pourraient avantageusement constituer un doublement des subsides annuels aux partis.

Ce projet est viable, car toujours des Européens seront amateurs de vitesse et de sensations.

Accidenté de la route, tétraplégique et aphasique, il me reste assez de temps pour penser et réfléchir. De sorte que si je ne roule pas pour vous, je pense pour vous...

Joseph GAZON,
Echevin PC à Waimes

LOPUKHOVO :
L'OR VERT ET LA DIGNITE PERDUS

Passionnant documentaire que celui réalisé par la jeune Jara Malevez, venus des rouages plus ou moins importants de mafias.



Malevez, avec l'appui, entre autres, de Wallonie Image Production, la Communauté française et les télédistributeurs wallons.

A deux reprises (en été 2003 et en hiver 2004), la petite équipe de Tribu Films s'est rendue à Lopukhovo, village caucasien, à la lisière de l'Ukraine. De tout temps, semble-t-il, la seule richesse de cette entité a été le bois, véritable or vert exploité avec parcimonie, selon les besoins des habitants.

Du temps de l'Union soviétique, un conglomérat gérait à la fois l'abattage des arbres, la découpe du bois et ses transformations, notamment en habitations et en meubles. La perestroïka et la conversion progressive à l'économie de marché ont permis aux dirigeants locaux de se transformer en véritables potentats, de

Aujourd'hui, les conglomérats ont disparu. La forêt est divisée en parcelles, attribuées à des exploitants étrangers, qui détruisent littéralement les réserves forestières. Au moindre prix, évidemment. Le bois file vers la Scandinavie... qui ne manque pourtant pas de forêts, mais tellement plus onéreuses à exploiter, sans compter les dérangelantes législations protectrices de la nature, que les dirigeants ukrainiens actuels ignorent superbement.

L'appauvrissement de Lopukhovo fait pitié à voir et se traduit en de petites scènes habilement choisies par Jara Malevez. Tantôt, une petite vieille rentre dans sa maison ancestrale ; elle sacre contre les nouveaux patrons de la forêt, qui lui interdisent désormais de ramasser le petit bois

qu'elle utilise pour se chauffer. Tantôt, ce sont des jeunes, sans travail et sans avenir, obligés de s'exiler ou contraints de rêver d'une vie meilleure, dans un ailleurs idéalisé à force d'être repoussé dans le temps. C'est une jeune infirmière confinée dans un boulot qui mine sa santé : à longueur de journée, elle enveloppe des volants de voiture avec des garnitures dont la poussière endommage ses voies respiratoires. C'est l'école où, à la rentrée, la directrice débite un discours aux allures très soviétiques, vantant l'effort, le travail, l'étude – sauf que tout cela ne débouche plus que sur le néant.

Le film *Lopukhovo* se révèle particulièrement intéressant parce qu'il porte sur une situation post-soviétique un regard jeune, celui de cinéastes, à peine sortis de leurs études et sans un passé marqué par les engagements des générations précédentes. Ni nostalgie de l'ère communiste, ni esprit revanchard d'ex-cocos qui n'en finissent pas de régler leurs comptes avec leur propre histoire.

On ne peut qu'espérer voir le témoignage de Jara Malevez faire l'objet d'une diffusion télévisée, soit sur Arte, soit à la RTBF ou Canvas, derniers bastions de la culture et de l'intelligence hertziennes ou télédistribuées !

Pour plus de renseignements :
pierre.foulon@tribufilms.be

D.K.

GUIDE DES RESISTANCES A L'EXTRÊME DROITE

Depuis les exercices de musculation de Sarkozy, la France n'en finit plus de parler de la lepénisation des esprits. La Belgique n'a pas son Sarko, mais la droite extrême n'en est pas absente. Et pas seulement au Nord, où la blokisation des esprits n'est déjà plus une perspective redoutée. Le Sud est, lui aussi, intoxiqué. De manière plus sournoise ? Sans doute, mais un récent sondage (*La Libre Belgique* du 19/12/2005) plaçait le Front National, du docteur Féret, à près de 10 % des intentions de vote. Le guide signé par Manuel Abramowicz tombe à pic pour nous aider à décrypter le discours et contrer la vague liberticides.

Abramowicz situe les débuts de l'extrême droite belge moderne en 1978, date de la création du Vlaams Blok. Certes, les idées extrémistes avaient circulé dans les années 30 (Rex et Degrelle), mais depuis la fin de la guerre, jamais des partis ouvertement antidémocratiques ne s'étaient lancés dans la mêlée électorale avec une telle arrogance et, il faut le déplorer, un pouvoir de séduction certain.

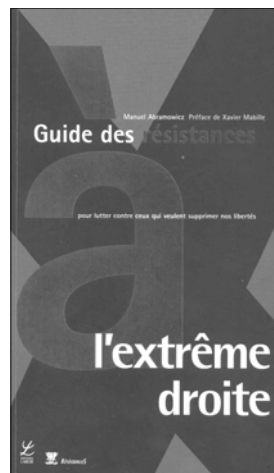
Contrairement à la gauche, l'extrême droite a parfaitement intégré les méthodes de marketing et de publicité qui, après le monde de l'industrie et des affaires, ont investi la politique. Remarquons au passage que les méthodes appliquées, tant en marketing qu'en publicité, doivent tout à leur école, le nazisme, et leur maître à penser, Joseph Goebbels. On vend de la même manière une poudre à lessiver, une guerre impopulaire ou la haine du juif. L'extrême droite l'a très bien compris. Il devient donc urgent d'apprendre à décoder ses messages, et cela dès l'école primaire. Le *Guide des Résistances* se révèle l'outil indispensable contre le bourrage de crâne, l'aveuglement résigné, les mirages de l'ordre militarisé, les promesses d'un retour à une société prétendument idéale, blottie dans un passé fantasmé.

La première partie du livre comprend 21 questions (et leurs réponses !), qui aident à mieux cerner l'extrême droite, au travers de son histoire, de ses paroles, ses écrits, ses actes. En seconde partie, le lecteur trouve comment organiser et poursuivre le combat. C'est, sans doute, la tranche de l'ouvrage la plus enrichissante, car on se sent trop souvent désarmé contre la machine de guerre extrême droitiste, qui trouve ses relais, volontaires ou involontaires, là où on s'y attend le moins.

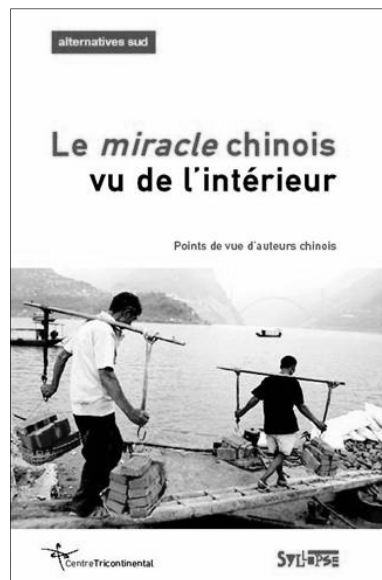
En France, Sarkozy se réclame bien haut de la démocratie (enfin, la sienne) et non d'un quelconque ordre nouveau – et pourtant... Les lois liberticides de Laurette Onkelinx ne sont pas l'œuvre d'une passionaria de l'extrême droite – et pourtant... Vigilance est le mot-clé de tout citoyen soucieux de démocratie.

Encore faut-il muscler cette surveillance par des armes, pacifiques mais efficaces, prêtes à dégonfler les baudruches que certains nous font passer pour des idées politiques, des projets sociétaux, des options économiques. Car à la vérité, l'extrême droite est d'une pauvreté intellectuelle et théorique affligeante : cela se dégonfle comme une publicité mensongère ou, si l'on préfère, les mensonges de la publicité. Encore faut-il veiller à ce que le décervelleur ne s'empare pas du pouvoir aux fins que l'on connaît trop bien.

Un livre que l'on exhibera à la place d'honneur dans la bibliothèque de l'honnête homme du XXIème siècle. Prix : 15 euros.



Vient de sortir un nouveau numéro de la revue «Alternatives Sud»



Points de vue du Sud
Editions Syllepse - Centre Tricontinental
vol. XII (2005), n° 4

Sommaire, résumés et liste des numéros
parus sur www.cetri.be
A paraître en mars 2006 :
Objectifs du millénaire pour le développement.
Points de vue critiques du Sud

Alternatives Sud - Collection trimestrielle
Des points de vue du Sud
sur des problématiques cruciales :
analyses critiques et alternatives
Fondateur : François Houtart
Rédacteur en chef : Bernard Duterme

Pour commander un exemplaire
ou prendre un abonnement, cliquez sur www.cetri.be
ou s'adresser à : vente-abonnement@cetribel.be,
Tél: 32/(0)10/48.95.60, Fax: 32/(0)10/48.95.69

Prix au numéro (port compris): 13 EUR
Abonnement un an (4 n°) : 50 EUR

Viennent de sortir

François Houtart
La société civile engagée en République
démocratique du Congo
Edition l'Harmattan
Centre Tricontinental, 2005
Délégitimer le capitalisme.
Reconstruire l'espérance
Edition Colophon, 2005

Prix : 10 euros + frais de port

CHRONIQUE DES VOYOUS

Alstom, un naufrage programmé

Sans l'ombre d'une hésitation, le coup de pied au cul du mois de janvier. Ils reviennent à Patrick Kron, PDG, et Patrick Boissier, directeur du secteur Marine d'Alstom.

Propriétaire, avec l'état français, des chantiers de Lorient et de Saint-Nazaire, Alstom a tout simplement décidé de se débarasser de ces deux sites et de leurs activités, en faveur d'Aker Yards. Ce dernier est un groupe norvégien, présent dans six pays : Norvège, France, Finlande, Allemagne, Roumanie et Brésil – bonjour, les futures délocalisations ! Cela permet de mettre un bémol aux déclarations du PDG d'Aker Yards, Karl Erik Kjelstad, qui jure ses grands dieux qu'à part l'éventuel remplacement du croissant-café-crème par des toasts au saumon pour le petit déjeuner des ouvriers, la reprise n'aura aucune conséquence sur l'emploi. Le hold-up a été approuvé et coraqué par Thierry Breton, le ministre de l'économie, qui traîne quelques casseroles financières qu'il prend beaucoup de temps à effacer, maintenant que ses fonctions officielles lui en donnent la possibilité.

La cession d'Alstom se fera en plusieurs temps pour devenir définitive et totale en 2010. Mais voyez comme les patrons voyous, les deux Patrick, Kron et Boissier, ont abattu un boulot formidable. Ils ont spécialisé les chantiers navals de Saint-Nazaire dans la construction de paquebots de luxe, au moment où la demande en bateaux de marchandises commençait à monter : en 2004, 175 porte-conteneurs ont été commandés dans le monde ; ce chiffre est passé à 464, en 2005. Un secteur rentable... raté par les chantiers de Saint-Nazaire, grâce aux deux voyous qui, sourire aux lèvres, proclament partout qu'en larguant des chantiers qu'ils n'ont pas su gérer, Alstom réalisera une économie de 500 millions d'euros. Tout bon pour les actionnaires et les déjà plantureux salaires des deux voyous prenant des couleurs au passage !

Pas un mot pour les 3.120 travailleurs désormais en péril. Pas un mot sur le savoir-faire qui foutra le camp dans les fjords de Norvège. Avant d'appareiller pour la 'nouvelle Europe', en Roumanie, et le 'miracle brésilien' ?

Encore une fois, l'incompétence des patrons voyous, incapables de faire les bons choix stratégiques (ce qui est, tout de même, leur boulot) se trouve à l'origine d'une catastrophe sociale et économique.

Nous appelons à soutenir tous les mouvements syndicaux qui ne manqueront pas d'éclater d'ici mars 2006, lorsque les simagrées franco-européennes auront donné leur aval (attendu et incontesté) à ce nouveau triomphe de la médiocrité patronale.
ADK

BREVES.....

Abou Ghraïb :

« La torture continue »

Cette affirmation venant de la bouche d'un pacifiste quelconque serait forcément suspicieuse aux yeux des va-t-en guerre américains et européens. Mais elle est de Janis Karpinski, l'ex-commandante américaine du camp de prisonniers. Selon madame Karpinski, que l'on peut difficilement taxer de gauchisme, « des officiers rentrent et affirment sous serment qu'ils ont été obligés d'accepter que leurs soldats commettent des violences ». Et elle est très claire sur les commanditaires de ces violences : « il s'agit du Secrétaire à la Défense (NDLR : Donald Rumsfeld) et de son spécialiste en renseignements qui croient toujours que ces personnes sont des terroristes ou détiennent des informations et que la seule manière de les obtenir est par la torture et ce même si les spécialistes en interrogatoires (NDLR : délicate profession) disent que la torture ne marche pas ». Source : le quotidien brésilien *A Folha*.

Les multinationales dégonflent REACH

Les ministres européens se sont mis d'accord mi-décembre sur le projet de règlement européen sur les produits chimiques, baptisé REACH. Ainsi que l'ont déjà vivement dénoncé plusieurs organisations écologistes comme WWF, Greenpeace ou encore les Amis de la Terre, le projet initial a été complètement vidé de sa substance par le lobbying très actif des multinationales de la chimie et de l'agroalimentaire. Moins d'un tiers des 100.000 substances chimiques aujourd'hui présentes sur le marché sans contrôle sérieux de leurs effets seront étudiées et cela étalé sur une période de pas moins de 11 ans. L'occasion de rappeler qu'il y a, à Bruxelles, 8 fois plus de lobbyistes (NDLR : ou plutôt spécialistes ou conseillers, dans le langage policé des institutions européennes) que de parlementaires, lesquels « oeuvrent » en amont de toutes les décisions de l'UE afin de les rendre adéquates aux intérêts de leurs employeurs. La démocratie pourra bien attendre un peu.

Pauvreté et inégalités progressent encore en Belgique

Le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale a présenté fin décembre son 3^{ème} rapport bisannuel. Malgré une nouvelle croissance du PIB (l'indicateur économique roi du capitalisme, depuis plus de 30 ans totalement déconnecté des indicateurs de bien-être qui sont, eux, en chute libre partout dans les pays industrialisés), la pauvreté, fruit des inégalités croissantes, progresse encore. En 2005, en Belgique, 15 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté, chiffre en augmentation constante. De ce rapport, apparaît également que se développe chez nous, comme c'est le cas depuis longtemps déjà aux Etats-Unis, une catégorie nouvelle, les personnes avec emploi vivant sous le seuil de pauvreté.

Liège : JCC s'en va, ACC arrive !

Après cinq ans d'existence, afin de tenir compte de l'évolution du collectif et de la diversité de ses participants, de la multiplication de ses activités, la plate-forme "Jeunes à Contre Courant" (JCC) va devenir "A Contre Courant" (ACC) tout court, à la fois parce que les nécessités qui présidaient à la naissance du collectif ont changé, mais aussi parce la composition du groupe a évolué vers une diversité plus grande. Le terme "jeunes" était devenu superflu...

Un autre changement majeur est celui du site, qui est en quelque sorte la vitrine du collectif. Changement de forme pour essayer de le rendre plus lisible (la quantité d'infos commençant à entraîner une certaine "lourdeur"), plus attractif en y intégrant une partie du travail des graphistes qui nous apportent leur concours depuis plusieurs mois, voire plusieurs années, plus "relocalisé" en faisant appel à des compétences plus proches géographiquement... Un tout nouveau site www.acontrecourant.be est en ligne.

Changement de forme, continuation du fond

Des choses changent, d'autres pas. Le projet initial de fédérer autour d'initiatives concrètes les forces dispersées de la gauche anticapitaliste... Si notre projet

s'est progressivement teinté d'un peu plus de vert, il n'en reste pas moins rouge, noir, rose, etc.

Fédérer positivement, loin des querelles historiques, fondées ou non, parce que la priorité aujourd'hui nous semble d'être unis face à l'adversaire, au capitalisme, plutôt que divisés à cause du passé et de l'histoire.

Il y aura suffisamment d'historiens et de débatteurs pour trancher, mais nos divisions font de nous des alliés objectifs de ceux que nous prétendons combattre. Cet appel à l'unité dans la lutte ne conditionne ni uniformité de la lutte, ni uniformité d'organisation. C'est un appel à la coordination des énergies, au partage des savoirs et à l'enrichissement mutuel de nos différences. Si plus tard, cela devait déboucher sur des rapprochements organisationnels, nous en serions heureux...

Mais bien avant d'en être là, de simples alliances, de simples coalitions, de simples mises en commun des forces, de simples choix de marcher ensemble vers des objectifs collectivement et démocratiquement déterminés seraient déjà des pas de géants par rapport aux sectarismes actuels, à la préférence du chacun pour soi, à la conviction du monopole de la vision juste et de la pensée correcte...

Nous sommes très loin encore de nos objectifs mais un peu de chemin a été parcouru en cinq années. Petit à petit nous parvenons à convaincre que nous n'avions pas fait le choix de construire une x-ième petite chapelle, une nouvelle avant-garde autoproclamée... La diversité de nos alliances, la fiabilité de nos engagements, notre non-volonté de récupération ont permis de laisser de côté un certain nombre de préjugés défavorables a priori...

Des défis, des défis...

Stabiliser les nouveaux participants, au-delà du noyau dur des "pères fondateurs", des "dinosaures" en espérant éviter les Oedipes si fréquents dans ce genre de situations ; avoir la capacité de mener de front plusieurs luttes dans le respect de l'autonomie de chacun des "bébés" auxquels le collectif a contribué à donner naissance en région liégeoise (RAP Liège, le nouveau SEL, dans une moindre mesure le collectif sporadique de "la journée sans achat", le relais liégeois de la campagne "Bomspotting", mise en place d'un "Réseau pour la décroissance", etc.) ; poursuivre les tentatives de contaminations d'autres coins de Belgique en continuant à rendre vivants les week-ends RAGe/ALN ; ...

Oui, un chapitre se clôt mais le livre a encore beaucoup de pages... pour celles et ceux d'entre vous qui apprécient notre projet, qui se sont peut-être parfois dit qu'ils pourraient faire un bout de route en notre compagnie, qui nous suivent de loin (aussi bien au sens physique qu'au sens géographique), vous pouvez certainement profiter de cette occasion un peu particulière (même si toute autre est aussi valable) pour pousser la porte, venir jeter un oeil et peut-être y faire un nid provisoire si le coin vous plaît ("... la porte est grande ouverte, on a jeté la clé").

Les membres de "A Contre Courant"

Une façon originale de faire connaissance : week-end anticapitaliste autogéré du réseau RAGe à Modave du 17 au 19 février. Au programme : projections, concerts, ateliers pratiques (antipub, découverte des plantes sauvages comestibles,...), conférences-débats (dérive sécuritaire, situation au Moyen-Orient, pouvoir des médias, dimension écologique de l'alternative et la décroissance, transgenre, logiciels libres,...). PAF : 35 euros (comprenant logement, repas et boissons).

Plus d'infos sur : www.acontrecourant.be/1394.html
Inscriptions : 0477 202 953 // 04 250 09 37
ou rage@acontrecourant.be

ACC est une plate-forme de réflexion et d'action anticapitaliste regroupant diverses sensibilités de la gauche anticapitaliste (écologiste, libertaire, communiste, trotskiste,...) et basée à Liège. C'est un lieu de réflexion pour ceux qui pensent que ce monde ne tourne pas rond mais qui n'ont pas d'idée dogmatique préconçue sur le monde à construire. Chacun de nous à sa potion magique. On les goûte toutes, on les échange, on tente des mélanges. Parfois on a mal au ventre, parfois c'est très bon. C'est toujours enrichissant ! C'est également un lieu d'action (manifestations, actions médiatiques, communiqués, brochures, conférences/débats, site et mailings listes d'information,...), car la réflexion ne suffit pas pour faire bouger les choses.

ACC n'est pas un mouvement à dessein électoraliste. Nous voulons juste réfléchir et agir ensemble au quotidien sur des points concrets. Les élections, ce n'est pas pour nous. Même si plusieurs d'entre-nous appartiennent à des organisations politiques (dont le PC), ce n'est pas non plus le mouvement des jeunes d'une organisation politique. On adhère à ACC à titre individuel. De plus, notre mouvement est enrichi par de nombreuses personnes qui n'appartiennent à aucune organisation.

Il ne s'agit pas d'avoir une idée toute faite sur le monde à construire mais d'avoir la conviction qu'il faut lutter ENSEMBLE contre la façon dont il tourne aujourd'hui.

TRE DE OTHER

évoquées par certains eurodéputés.

Politique de l'autruche

Bref, c'est un peu la débandade sur le Vieux Continent. Sans doute parce que plusieurs gouvernements ont eu vent des opérations américaines ou les ont couvertes. Surtout parce qu'ils savent que les dirigeants américains mentent. Et, que, dès lors, ils mentent avec eux. En effet, la question de savoir si les Etats-Unis pratiquent la torture ne devrait pas faire débat. On se souvient d'Abou Ghraib en Irak et du bain de Bagram en Afghanistan, des bastonnades, des coups de pied, de l'eau versée dans la bouche jusqu'à étouffement. Autant de « techniques » testées à Guantanamo, a dévoilé le *New York Times*. Les prisons secrètes ? C'est la CIA qui levé le voile sur ces goulags contemporains. Et si ces pratiques ont été abandonnées, pourquoi George Bush s'oppose-t-il à la résolution du sénateur républicain John McCain, adoptée par le Sénat (90 voix contre 9) exigeant que la CIA respecte enfin les conventions de Genève et bannisse la torture ? Quant aux transferts secrets de prisonniers, ils étaient déjà pratique courante sous les présidences Bush père et Clinton.

Enfin, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) vient d'exprimer son « inquiétude » sur le sort d'un nombre inconnu de détenus et d'exiger d'avoir accès à tous les prisonniers des Etats-Unis dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », où qu'ils se trouvent.

Mais tout le monde, apparemment, a choisi la politique de l'autruche. Avec la plus parfaite hypocrisie du côté européen où l'on s'émeut surtout de la propension des Etats-Unis à s'asseoir sur la souveraineté des Etats alliés. Nos élites se sont donc inquiétées mollement et avec retard de ce qui choque pourtant les opinions publiques. Mais elles ne se sont pas mises au diapason du débat qui fait rage aux Etats-Unis même où, de plus en plus nombreux, élus et associa-

tions disent leur écœurement devant les mensonges à répétition du président et de son clan. Quant à la presse, elle s'est montrée plus que dubitative après la tournée européenne de Mme Rice. Comme le *Los Angeles Times* pour lequel les déclarations de la Secrétaire d'Etat « ont semé à nouveau la confusion ».

La compréhension complice des capitales européennes aide les dirigeants américains à pratiquer le plus parfait cynisme. Selon *Le Monde*, qui citait « des sources américaines bien informées », l'administration Bush « a décidé de garder le secret, tout en renvoyant la balle à ses partenaires européens : souhaitent-ils voir toutes leurs activités antiterroristes mises sur la place publique ? » (1).

La secrétaire d'Etat ne manquait donc pas de biscuits avant de s'envoler vers l'Europe. Et elle a pu lancer à ses hôtes : « avant la prochaine attaque, nous devrions tous considérer les choix difficiles auxquels les gouvernements démocratiques sont confrontés ». On en revient donc à la question préliminaire. Que pèsent les droits de l'homme quand la lutte contre le terrorisme semble justifier de dangereux glissements ?

Des convergences évidentes

Aux Etats-Unis, le *Patriot Act*, voté dans l'urgence après le 11 septembre 2001 et qui devait expirer fin décembre, est en passe d'être, pour l'essentiel, pérennisé. Il permet notamment l'accès sans préavis aux dossiers médicaux et bancaires, aux e-mails. Alerter la personne concernée pourrait conduire à la prison ferme. Cette loi autorise aussi l'arrestation et la mise en isolement des suspects, indéfinie s'il s'agit d'étrangers.

Cette batterie de mesures a vite servi de modèle à d'autres Etats. En Espagne, les suspects de terrorisme n'ont pas le choix de leur avocat. Le délai d'isolement a été prolongé, le temps de subir des « pressions physiques modérées ». En Italie, on peut être détenu pendant plus de dix ans. En Allemagne, le courrier échangé entre l'avocat et la personne détenue n'est plus couvert par le secret. Partout des procédures d'exception sont intégrées sans véritable débat dans les législations nationales (2). En Grande-Bretagne, une loi de 2001 permet de détenir de façon illimitée, sans inculpation, tout étranger suspect. Dénoncée par de hauts magistrats comme

discriminatoire, elle a été durcie par le ministre de l'Intérieur qui a aboli la distinction nationaux-étrangers. Tout individu simplement soupçonné peut, sans preuves, se voir imposer pour 12 mois d'in vraisemblables restrictions de ses droits dès lors qu'un juge donne son feu vert. Depuis lors, les mesures se sont durcies pour combattre les comportements « antisociaux » des jeunes des banlieues. La dérive est telle que la Chambre des communes vient de refuser à Tony Blair une extension à 90 jours de la période de garde à vue des personnes suspectes de terrorisme.

La France n'est pas en reste. Différentes lois autorisent ainsi la garde à vue pendant 96 heures après procédure secrète et non contradictoire. On peut y ajouter la mise sous écoute, l'infiltration, la vidéosurveillance dans des lieux privés, l'accès à des fichiers privés ou des perquisitions de nuit, sans procédure judiciaire préalable. Ce qui, semble-il, a inspiré le gouvernement belge.

Au plan européen, les 25 se sont mis d'accord sur une directive rendant obligatoire le stockage, de 6 à 24 mois, des appels téléphoniques, des SMS et des connections à Internet (officiellement, le recours à ces données ne se justifierait que pour les « crimes graves », mais la définition de ceux-ci appartient-dra aux Etats). A la mi-décembre, le Parlement européen approuvé la directive (droites et groupe sociale contre communistes, gauche alternative et écologistes). Ainsi, des avocats, des magistrats et des défenseurs des droits de l'homme voient de plus en plus planer l'ombre de Big Brother. Peut-être est-ce le moment de méditer cette mise en garde de Nietzsche, ici ramassée : ceux qui veulent combattre les monstres de notre société feraient bien de s'assurer qu'ils ne deviennent pas eux-mêmes monstrueux.

Maurice MAGIS

1. « Des prisons secrètes auraient été fermées avant l'arrivée de Mme Rice » *Le Monde*, le 6 novembre 2005.

2. Lire à ce propos « Le mandat d'arrêt européen donne force de loi au pire de l'Europe », par Jean-Claude Paye, sur

www.michelcollon.info/debat_europe.php.

Prisons secrètes? Tortures ? Entre mensonges et contradictions, George Bush et Condoleeza Rice nous jouent le jeu de l'indignation. Après sa tournée européenne de décembre, la secrétaire d'Etat est retournée aux Etats-Unis avec le sentiment du devoir accompli. La plupart des responsables européens ont fait preuve d'une compréhension complice. Cela, malgré l'évidence des faits. Il est vrai que le Vieux Continent cède avec gourmandise à la tentation des lois d'exception au nom de la lutte contre le terrorisme. Et nombreux sont ceux qui voient grandir le spectre de Big Brother.

Toutes les méthodes sont-elles justifiées dès lors qu'il s'agit de mener la « guerre contre le terrorisme » ? Tel a été le message essentiel que Condoleeza Rice a voulu faire passer lors de son périple européen de décembre dernier. Il fallait pour cela essayer de tuer dans l'œuf les polémiques sur l'utilisation d'aéroports européens par des avions de la CIA transportant de présumés terroristes, et l'existence de bases secrètes américaines en Europe de l'Est.

Au bout du compte, il s'agit surtout de rallier le Vieux Continent à la vision idéologique de l'administration Bush, qui a conduit des responsables politiques américains à justifier la torture. Le chef de la diplomatie américaine a donc mis les pieds dans le plat en claironnant que les Etats de l'Union européenne doivent « décider s'ils veulent œuvrer avec nous pour empêcher des actes de terrorisme contre leur propre pays ».

Le raisonnement peut sembler primaire. Il l'est. Mais « Condie » savait qu'elle pouvait marquer des points, en tout cas avec les interlocuteurs choisis pour son périple. Avant son départ, elle avait fait savoir que les polémiques autour de la CIA ne seraient pas abordées. Elle n'est pas arrivée à imposer totalement le black-out. Mais elle est repartie faire rapport à George Bush avec le sentiment du devoir accompli et la satisfaction d'avoir enfoncé un sacré coin dans un front européen fort friable. En Allemagne, Angela Merkel, soucieuse de tourner la page des différents nés de la guerre en Irak, a estimé que les déclarations de Condoleeza Rice sur le terrorisme étaient « une bonne base » pour « une coopération

entre les deux pays ». Et qu' « adhérer aux principes démocratiques » ne dispensait pas d'assurer que « nos services de renseignement puissent réellement faire leur travail ». Il est vrai que les journalistes allemands estimaient dans le même temps que le précédent gouvernement dirigé par Gerhard Schröder n'avait pas pu ignorer le passage d'avions de la CIA acheminant des prisonniers vers des lieux secrets. L'ancien chef de la chancellerie, Frank-Walter Steinmeier (social-démocrate), aujourd'hui ministre des Affaires étrangères de Mme Merkel, devra s'expliquer devant une commission parlementaire. Mais, lors de la récente réunion de l'OTAN à Bruxelles, il s'est ostensiblement réjoui que « les accords internationaux n'étaient en aucune façon interprétés de manière différente aux Etats-Unis et en Europe ».

La Pologne et la Roumanie ont été citées comme ayant accueilli des centres de torture. Toutes deux ont nié. Mais la seconde vient de pousser sa compréhension des intérêts américains jusqu'à autoriser l'ouverture de bases militaires US sur son territoire. Notamment sur un site évoqué comme un lieu possible de détention pour « prisonniers fantômes ». Le président Basescu a confirmé que « des avions ont atterri et vont continuer à atterrir » puisque « la Roumanie collabore aussi avec les Etats-Unis dans le domaine des services secrets ».

Cette merveilleuse bonne volonté a amené Condoleeza Rice à se lâcher un peu : « Retenir les terroristes et ne pas les relâcher (...) les interroger et obtenir toutes les informations nécessaires représente une pratique qui sauve des vies ».

Le président polonais n'a pas tenu un autre langage que son homologue roumain. Niant les informations des médias d'outre-Atlantique sur l'existence de prisons secrètes dans son pays, il a vanté la « coopération des services secrets » américains et polonais.

Des propos lénifiants

Ces signes d'allégeance ou d'embarras semblent bien peu en phase avec les pénibles tentatives de l'Union européenne de se doter d'une politique étrangère et de sécurité plus autonome. Mais certains des amis les plus fiables des Etats-Unis se sont donnés le mot. Allié inconditionnel de Washington, le chef du gouvernement italien Silvio

Berlusconi a eu le culot de soutenir la semaine dernière n'avoir aucune information « permettant d'étayer l'hypothèse de vols de la CIA au-dessus du territoire et donc nous pouvons l'exclure ». Le *Washington Post*, citant des agents de la CIA, a pourtant affirmé que « Berlusconi a approuvé » l'enlèvement en février 2003 de l'imam radical Hassan Moustapha Osama Nasr à Milan, et son transfert en Egypte. Londres préside actuellement le Conseil européen et avait donc la charge de repercuter les demandes de « clarifications » de l'UE. Le secrétaire au Foreign Office Jack Straw a accueilli « favorablement (les propos) de Mme Rice, qui établit clairement que la politique des Etats-Unis est de respecter la Convention des Nations-Unies contre la torture ». Là-dessus, Tony Blair a affirmé « ne pas savoir de quoi il s'agissait » quand l'opposition a affirmé que près de 400 vols d'avions affrétés par la CIA ont transité par 18 aéroports britanniques ces dernières années.

Les déclarations lénifiantes en provenance de Grande-Bretagne définissent-elles la ligne de conduite des élites politiques continentales ? Les Pays-Bas, incapables d'apporter des réponses précises sur des vols suspects de la CIA, ont, dans un premier temps, jugé les assurances données par Mme Rice « pas satisfaisantes », selon leur ministre des Affaires étrangères, Bernard Bot. Avant de tourner casaque et de se dire « très satisfait » des explications américaines. Comme tous les membres européens de l'Alliance atlantique, dont la Belgique, qui, avec un bel ensemble, se sont déclarés « satisfaits ». Pourtant, des enquêtes sont en cours un peu partout, notamment en Belgique et dans des pays scandinaves. Et des responsables de la Commission européenne ont admis, à demi mot, que la secrétaire d'Etat a esquivé les questions sur la véracité ou non des accusations portées contre Washington et pourraient soutenir le principe d'une commission d'enquête du Parlement européen, également

LE SPEC BIG BR

Institut Emile Vandervelde :

L'OTAN EN QUESTION

L'Institut Emile Vandervelde (IEV) étant un organisme lié au Parti socialiste, le fait qu'il organise une « journée de réflexion sur l'évolution de l'OTAN » pourrait être le signe d'une inquiétude de cette partie du monde politique progressiste envers le rôle croissant de l'OTAN comme gendarme du monde. Les prochains mois connaîtront, en effet, d'importants débats entre les gouvernements des pays membres de l'Alliance en vue de définir ces nouvelles fonctions que certains alliés – les Etats-Unis en premier lieu – veulent faire remplir par l'OTAN.

L'IEV avait invité à sa tribune des représentants du ministre de la Défense, l'ambassadeur de Belgique auprès de l'Otan, des parlementaires socialistes, ainsi que des responsables de ce qu'il appelle « la société civile ». Au cours du colloque,

l'intervention de M. Curieux débat à l'IEV : Struye, ambassadeur auprès de l'OTAN, est à épingle. Pour lui, l'OTAN devra bien envisager une intervention militaire pour assurer la continuité de l'approvisionnement énergétique de ses membres si celui-ci est sérieusement menacé. On ne peut trouver meilleur aveu quant à la fonction véritable de l'OTAN pour ses véritables dirigeants ! On est loin de l'image que le PS voudrait lui donner : une Alliance, garante de « nos valeurs », de « nos libertés démocratiques ». Un des intervenants a souligné la gravité d'une telle déclaration, en prenant un exemple fictif : imaginons que le Président Chavez décide d'augmenter le prix de vente du pétrole et que les Etats-Unis considèrent cela comme une « sérieuse menace à leur approvisionnement », l'OTAN pourrait déclarer la guerre au Venezuela!

Il faut espérer et faire en sorte que cette rencontre soit le début d'une vaste réflexion sur une vision progressiste de la politique de sécurité et de défense de la Belgique, comme partie de l'Europe et du monde.

Claudine POLET

(1) voir l'intéressante intervention d'Arnaud Ghijs, responsable du « secteur paix » de la CNAPD, sur le site du CSO : <http://www.csotan.org/>

Le texte ci-dessus a été originellement publié dans le dernier bulletin du Comité de surveillance OTAN (CSO), qui fête ce mois-ci son cinquième anniversaire. Cinq années dévouées à la remise en question du rôle de l'Alliance atlantique et à porter le débat dans un mouvement de paix fortement affaibli par des idéologies comme celle du soi-disant « droit d'ingérence ».

A l'occasion de son anniversaire, le CSO réunit une
Assemblée générale exceptionnelle
à la Maison de la Paix, 35 rue Van Elewijck à 1050 Bruxelles
le dimanche 22 janvier 2006 à 14 heures.
(près de la Place Flagey)
A l'ordre du jour, sur le thème de
« La transformation de l'OTAN en gendarme du monde » :

- Présentation générale
- Les interventions les plus significatives de l'OTAN : ex-Yougoslavie, Afghanistan, Irak
- L'OTAN et l'armement nucléaire
- Débats et projets d'avenir du CSO

BREVES.....

Sur eBay, on ne s'embarrasse pas avec la morale, on vend

Dans notre système, tout ce qui trouve acheteur est bon à vendre. Dernièrement, des aquarelles originales peintes par Adolf Hitler ont été mises aux enchères sur la section autrichienne du site Internet eBay sous le vocable de « pièces très rares ». Une première a été vendue pour 4.500 euros et la seconde mise à pris pour 2.100 euros sans que la société californienne eBay ne juge devoir réagir. Avis donc aux dictateurs sanguinaires de tous poils qui auraient effectué de mauvais placements, il vous reste toujours la possibilité de vendre des effets personnels sur eBay afin de renflouer vos caisses.

Mort d'un grand communiste

Urbano Lazzaro, communiste italien, est décédé en ce début janvier, à l'âge de 81 ans. C'est lui qui, actif dans la résistance anti-nazie, arrêta Mussolini, alors que, déguisé en soldat allemand, ce dernier tentait de fuir l'Italie. Posté le 27 avril 1945 dans le petit village de Musso, Lazzaro reconnaît le *Duce* et l'enferme dans une maison de paysans. Le but est de livrer Mussolini et sa maîtresse, Clara Petacci, à la justice. Mais des tueurs, armés par Winston Churchill, s'emparent du dictateur déchu et, le samedi 28, l'abattent aux abords du village de Mezzagora. On sait aujourd'hui que Churchill voulait éviter à tout prix un procès, qui aurait révélé les sympathies de l'Anglais pour le fascisme et le nazisme, jusqu'en 1939. Des archives, récemment révélées au grand public, montrent que le même Churchill réservait un sort identique (la mort sans procès) pour Hitler, si celui-ci ne s'était pas suicidé dans son bunker berlinois. De toute cette fange, il reste le geste d'Urbano Lazzaro, qui en cette circonstance sut se montrer un vrai patriote et un communiste héroïque. Sa disparition ne pouvait passer sous silence.

« Les héros comparés aux criminels »

A l'agenda de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 25 janvier 2006, figure le point suivant : **Nécessité de condamner les crimes du communisme au niveau international. Y seront présentés, par le Rapporteur de la commission des questions politiques, Göran Lindblad (Suède, PPE/DC), un projet de résolution, un projet de recommandation et un exposé des motifs condamnant « avec vigueur les violations massives des droits de l'homme commises par les régimes communistes totalitaires », passés, présents et à venir. A cela, Mikis Theodorakis a réagi en publiant cette déclaration.**

« Le Conseil de l'Europe a décidé de changer l'histoire. Il veut la déformer en confondant les agresseurs avec les victimes, les héros avec les criminels, les libérateurs avec les conquérants, les communistes avec les nazis.

Il considère que les plus grands ennemis du nazisme, c'est à dire les communistes, sont des criminels, qui égalent même les nazis ! Et il s'inquiète et proteste aujourd'hui car, tandis que les hitlériens ont été condamnés par la communauté internationale, rien de tel n'est encore arrivé aux communistes. C'est pourquoi il propose que cette condamnation ait lieu lors de la session plénière de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe des 24-27 janvier prochain.

Il s'inquiète de ce que « la conscience publique envers les crimes commis par les régimes communistes est très mince ». Et encore parce que « les partis communistes sont légaux et actifs dans certains pays et même que, dans certains cas, ils ne se sont pas distanciés de ces crimes ».

En d'autres termes, le Conseil

de l'Europe annonce d'avance la persécution future des communistes européens qui n'ont pas encore fait de déclaration de repentance comme celle que demandaient les bourreaux de la Gestapo et les tortionnaires de Makronisos⁽¹⁾.

Peut-être demain décideront-ils de mettre hors la loi les partis communistes et d'entrouvrir ainsi la porte aux fantômes de Hitler et Himmler qui, comme on le sait, ont débuté leurs car-



rières en interdisant les partis communistes et en emprisonnant les communistes dans des camps de la mort.

Ces nazis ont été finalement noyés dans le sang de leurs propres victimes, les 20 millions de morts de l'Union soviétique communiste et les centaines de milliers de communistes qui ont donné leur vie, en prenant la tête des mouvements de résistance nationale, en Grèce, comme à travers toute Europe.

Pourtant, dans leurs souhaits de restaurer les méthodes condamnées par la conscience de l'histoire et des peuples, ces Messieurs du Conseil de l'Europe arrivent en second lieu, car ils ont déjà été dépassés par leur grand frère, les Etats-Unis, qui massacrent des peuples entiers avec leurs méthodes hitlé-

riennes, comme en Irak, qu'ils ont réduit à une ruine jonchée de prisons américaines, où sont torturées tous les jours de manière abominable des milliers de victimes innocentes.

Face à ce grand crime contre l'humanité, tout comme celui du camp hitlérien de torture moderne de Guantanamo, le Conseil de l'Europe n'a rien à dire.

Comment donc pourrait-on croire que celui-ci se préoccupe des droits de l'homme, lorsque chez lui, en Europe, il autorise les avions de la CIA à transporter des personnes privées de droits, pour les torturer dans des prisons spéciales ?

De tels citoyens ne peuvent être des accusateurs. Dans la Cour de Justice de l'histoire, qui condamnera un jour les crimes innombrables de leur grand frère, du Viêt-Nam au Chili et d'Amérique du Sud en Irak, ils seront jugés pour avoir toléré ou s'être rendus complices de ces crimes.

Malheureusement, aujourd'hui je suis obligé de parler d'avantage au nom des morts qu'au nom des vivants. Au nom, donc, de mes camarades communistes morts, de ceux qui sont passés par la Gestapo, les camps de la mort et les lieux d'exécution pour que soit abattu le nazisme et pour célébrer la liberté, je n'ai qu'un seul mot à adresser à ces « Messieurs » : HONTE ! »

Mikis THEODORAKIS

(1) Ile grecque où ont été déportés et torturés les communistes et résistants.

A l'initiative de divers partis communistes et ouvriers, en concertation avec plusieurs intellectuels européens, une motion, appelant au rejet du projet de résolution anticommuniste par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, est proposée à votre signature sur le site

www.no2anticommunism.org.

des mêmes effets de toxicités de médicaments. Les morts par réactions contraires à des médicaments sont le 4ème tueur des Américains

En France, selon les centres régionaux de pharmacovigilance, 1,3 millions de personnes, dont 33

un européen, a passé sous silence des informations importantes sur l'utilisation de son antidépresseur *Paxil* chez les enfants.

Selon l'OMS, 240 médicaments seulement sont "essentiels" ; mais des milliers, considérés sans danger suite à des tests sur animaux, ont dû être retirés ou interdits à cause de leurs effets sur les humains.

Fric, savoir et pouvoir...

L'industrie se trouve dans un conflit d'intérêts patent, estiment ses critiques. Si elle avait à cœur de contribuer à la santé publique et au soulagement des malades, la voie à suivre serait toute tracée. Elle n'aurait qu'à soutenir financièrement la formation du personnel et l'éducation scientifique du grand public. Mais il s'agit pour elle de faire avant tout de l'argent, disent les observateurs, et de se prémunir contre une concurrence accrue.

Le lobby pharmaceutique marche également main dans la main avec le pouvoir politique. "Ils sont comme cul et chemise", remarque le professeur Fallu, fondateur de Grip Montréal, un organisme communautaire ayant pour objectif la prévention en toxicomanie. Aux Etats-Unis, en l'espace de trois ans, entre 1997 et 2000, les laboratoires pharmaceutiques ont déboursé pas moins de 300 millions de dollars pour "soutenir" les deux grands partis. En France, le patron de Sanofi-Synthelabo, Jean-François Dehecq, est l'ami intime du président Chirac. Louis-Charles Viossat, directeur général de l'agence centrale des organismes de sécurité sociale, est, lui, l'ancien directeur des affaires réglementaires du groupe Lilly en France. Et son remplaçant à la tête du laboratoire, Michaël Danon, fut, tour à tour, conseiller technique de Martine Aubry, directeur adjoint de l'Agence régionale d'hospitalisation du Nord-Pas-de-Calais, puis secrétaire général de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé...

Ab. BUSONI

pharmacie:
qui dérape...

% dans un état considéré comme grave, sont hospitalisées à cause de l'effet indésirable d'un médicament. Cela représente 10 % du total des patients hospitalisés et on estime que cela provoque quelques 18.000 morts par an. Au Royaume-Uni, en 1977, il y eut 120.366 cas d'effets toxiques de médicaments reportés sur des patients hospitalisés.

Soigner son image...

Depuis des années, couve une polémique sur la dissimulation des résultats de recherche des groupes pharmaceutiques, tentés de ne pas communiquer d'informations à la concurrence ou de s'éviter une mauvaise publicité en cas de conclusions négatives.

Le 10 décembre 2004, le rapport du docteur Marc Girard, spécialiste des médicaments, mettait ouvertement en cause le laboratoire Bayer, les autorités sanitaires et les médecins prescripteurs, dans l'affaire des médicaments anticholestérol, le *Cholstat* et le *Staltor*. Trois mille dossiers de victimes sont recensés en France. Bayer connaissait les dangers. Selon le docteur Girard, les effets secondaires sont apparus à l'été 1991, dix ans avant que les produits soient retirés du circuit. Bayer aurait dissimulé des données et minimisé les dangers, se limitant à considérer comme rares ou exceptionnelles des complications observées chez quelques centaines de patients traités. GlaxoSmithKline (GSK), le numéro

Agenda

Vendredi 3 février à 19h30 : Conférence-débat « Une Europe "100% à gauche"... et la Belgique ? »

En Europe, de nouvelles forces réellement à gauche émergent un peu partout. Après la lutte contre le Pacte en Belgique, quelle réponse politique ?

Au "De Markten", 5 Vieux Marché aux Grains, 1000 Bruxelles

Avec :
Jef SLEECKX, ancien parlementaire SP, partisan d'une nouvelle force politique à gauche
Manuel KELLNER, Linkspartei-Wahlalternative, Allemagne
Basile POT, LCR, militant syndical cheminot, France
Miguel PORTAS, député européen du Bloc de Gauche, Portugal - sous réserve
M. LIEVENS, POS, auteur du livre "30 ans d'austérité, ils nous ont trompés !"

Org. et info : Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Bruxelles ; 02 523 40 23 ; info@sap-pos.org ; www.sap-pos.org

Mardi 14 février à 19h30 : Débat « Le tabou de 40-45 : pourquoi Ford, Esso et le grand-père Bush ont-ils aidé Hitler ? »

A l'ULB, auditoire AZ1-101, av. Antoine Depage, 1050 Bruxelles

Avec :
Jacques PAUWELS, historien, auteur de *Le mythe de la bonne guerre*
Anne MORELLI, professeure à l'ULB, *Principes de la propagande de guerre*
Annie LACROIX-RIZ, professeure à Paris 7, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*

PAF: 3 euros, moins de 26 ans: 1 euro, prévente: 2 euros
Organisé par Stop USA, le Cercle de Journalisme et de Communication, Comac-ULB, ATTAC-ULB
Infos : Stop USA Bxl : 0485 378 625, Brussels@stopusa.be, http://www.stopusa.be/bruxelles/

Selon les conclusions de Public Citizen, dans les années nonante, le profit de l'industrie pharmaceutique était quatre fois plus élevé que le profit moyen des entreprises classées au top 500 de "Fortune". L'industrie pharmaceutique emploie près d'un million et demi de personnes dans le monde et réalise plus de 400 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Rien qu'en France, cette industrie en pleine expansion employait, déjà dans les années 80, 239.000 personnes (chercheurs, labos autorisés, industrie des principes actifs, grossistes, répartiteurs, représentants de commerce, personnel des pharmacies d'officine).



Recherche et développement...

Selon le Dr M. Beddow Bayly, chirurgien anglais : "La recherche est devenue un énorme business, nombreux sont ceux qui la considèrent simplement comme une autre façon de se faire de l'argent". Pour maintenir les profits élevés du secteur, les analystes et les industriels eux-mêmes considèrent qu'il faut que chaque grand laboratoire mette sur le marché entre 2 et 4 nouvelles molécules chaque année. Selon Jürgen Drews, président du conseil de surveillance de GPC Biotech : "Les organisations de recherche des grands laboratoires pharmaceutiques ne se gèrent plus elles-mêmes. Elles sont dirigées par des juristes, financiers, vendeurs, et des commerciaux, pour qui le futur ne peut être imaginé que comme la suite

linéaire des développements en cours".

Au sein de la communauté scientifique médicale, les rapports entre recherche et industrie ont été l'objet d'un débat : une enquête du *Los Angeles Times* en 2000 révélait que 19 articles sur 40 écrits dans la prestigieuse revue médicale *New England Journal of Medicine* avaient été rédigés par des médecins rémunérés par les fabricants des médicaments qu'ils étaient chargés d'évaluer ; certains acteurs du débat ont souligné la quasi impossibilité de trouver des spécialistes qui n'étaient pas tenus d'une manière ou d'une autre par l'industrie pharmaceutique. Est-ce ici la raison pour laquelle 9 seulement, parmi les 219 nouveaux médicaments fortement promus par le marketing pharmaceutique durant l'année 2000, présentaient quelque avantage nouveau ?

Un produit de consommation comme un autre ?

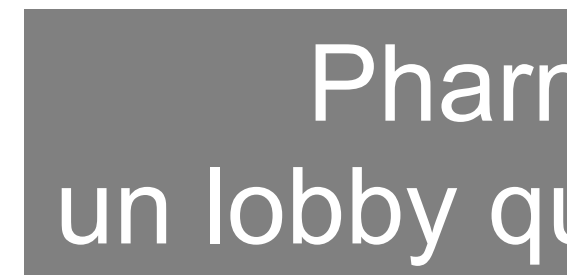
Les nouveaux médicaments sont appelés à devenir des biens de consommation et doivent emprunter le chemin jalonné par les techniques modernes de commercialisation : marketing, étude de marché, promotion, publicité sur lieu de vente, stimulation du personnel de vente, recherche de nouveaux produits etc...

Les budgets de promotion d'un médicament sont similaires à ceux de l'industrie cosmétique. Aux USA, les laboratoires pharmaceutiques ont, par exemple, dépensé 1,5 milliards de dollars en 2001 pour la seule promotion de leurs antidépresseurs.

Aux Etats-Unis, la publicité a été autorisée en 1997. En 1999, son budget était de 1,8 milliards de dollars. Il a grimpé à 2,5 milliards en 2000. À elle seule, Merck a dépensé pour *Vioxx*, un produit pour l'arthrite, plus que Pepsi ou Budweiser, d'après le *U. S. National Institute for Health Care Management*. Bien sûr, la loi impose d'indiquer les effets secondaires des médicaments.

Mais cela ne freine pas les consommateurs, à en juger par la hausse des ventes.

La tendance à l'automédication est déjà problématique. Trop de gens s'empiffrent de pilules et d'autres produits sans égard aux effets ou aux combinaisons dangereuses. La



prochaine étape sera-t-elle la suppression du médecin et du pharmacien comme spécialistes du médicament ? C'est déjà fait pour les médicaments sans ordonnance. De là à s'inquiéter pour une population inculte à cet égard...

En août 1999, l'agence française de sécurité sanitaire, après avoir étudié 1100 médicaments, a conclu que un quart de ceux-ci étaient inefficaces. Ce rapport officiel avait mis en émoi l'ensemble de l'industrie pharmaceutique française, et peut-être mondiale.

Une proportion écrasante des médicaments - certains extrêmement populaires - mis sur la sellette sont disponibles en pharmacie sans ordonnance. Les maintenir sur le marché signifie, au mieux, des dépenses inutiles pour les patients; et, au pire, leur faire courir des risques pour la santé.

Risques pour la santé...

Environ 15 % de toutes les admissions d'hôpital sont dues à des réactions défavorables (effets secondaires) à des médicaments. Ces drogues légales, qui sont acheminées au public via l'expérimentation animale, tuent plus de 120.000 personnes chaque année. C'est plus que toutes les drogues illégales combinées et cela coûte au grand public plus de 136 milliards de dollars en dépenses de services médicaux.

Aux Etats-Unis, 1 lit d'hôpital sur 7 est occupé par un patient souffrant

Le 18 décembre 2005, avaient lieu des élections présidentielle et législatives anticipées en Bolivie. Le résultat est connu et encore largement commenté. Le candidat de la gauche, leader du Mouvement vers le socialisme, Evo Morales, l'a emporté haut la main avec près de 54 % des suffrages dès le premier tour.

La Bolivie va donc être gouvernée pour la première fois par un indien aymara. Nombreux sont les journalistes à avoir insisté sur cette identité ethnico-sociale du nouveau président. Il s'agit en effet d'une première dans un pays pourtant composé en majorité par les peuples quechuas, aymaras et guaranis. Cette victoire électorale est le fruit logique de la volonté de changement radical exprimée par les nombreuses et importantes mobilisations sociales qui ont secoué le pays andin et amazonien depuis le début du siècle.

C'est en 1985, deux ans après le « retour à la démocratie », que la Bolivie est entrée de plein pied dans le néolibéralisme. Ce processus agressif de privatisations et de libéralisation bénéficiera d'un relatif consensus au sein de la population, les discours semant l'illusion que les capitaux privés étrangers apporteraient avec eux le développement et le bien-être. Après plus de quinze ans de bradage du pays, les illusions se sont progressivement évanouies face à la dure réalité. Le patrimoine public a été vendu, le niveau de vie ne s'est pas amélioré - le taux de pauvreté au niveau national est de 58,6 % et atteint 90 % à la campagne - et la croissance promise n'a pas été au rendez-vous.

C'est à partir de 2000 et de la guerre dite de l'eau de Cochabamba - la population de la ville força le gouvernement à expulser la transnationale Bechtel, qui contrôlait les services d'eau potable et des égouts de la ville - que

BOLIVIA SI !



s'imposent avec force et durablement les mouvements sociaux sur la scène politique et sociale. De ces mobilisations a émergé ce qui est décrit comme la « nouvelle gauche indigène ». Sa figure la plus emblématique est Evo Morales, leader syndical des *cocaleros*, les cultivateurs de coca, plante traditionnelle des Andes. Il arrive second à l'élection présidentielle de juin 2002 et son partimouvement - le Mouvement vers le socialisme (MAS) - fait une entrée en force au Parlement.

Guerre du gaz

De toutes les crises qui ont déstabilisé le pays, la guerre dite du gaz est certainement l'épisode-clé. En octobre 2003, la volonté du gouvernement et du consortium transnational LNG Pacific d'exporter le gaz bolivien vers le Mexique et la Californie via un port chilien déclenche une nouvelle rébellion qui, malgré les dizaines de morts de la répression, a pris, au bout de quinze jours de manifestations et de blocages de routes, la forme d'une insurrection qui a poussé le président Gonzalo Sanchez de Lozada à la fuite, direction les Etats-Unis, d'où de nombreux collectifs aimeraient le rapatrier pour pouvoir le juger pour ses crimes.

Jouant le jeu de la légalité institutionnelle, les mouve-

ments sociaux laissent le Parlement désigner un successeur. C'est le vice-président démissionnaire et ancien journaliste Carlos Mesa qui prend les commandes du pays. Il s'engage à respecter l'« agenda d'octobre » des mouvements sociaux : l'organisation d'un référendum sur l'exportation du gaz, l'adoption d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures et la mise en place d'une assemblée constituante pour refonder le pays. La question des hydrocarbures et de leur contrôle par des transnationales pèse sur toute la présidence de Mesa dont l'engagement à respecter l'« agenda d'octobre » ne fera pas longtemps illusion. Il est forcé de démissionner en juin 2005 face à un nouveau blocage du pays par les mouvements sociaux.

Décoloniser l'Etat

Il serait utile d'aborder ici le projet qu'entend développer le nouveau gouvernement, cette volonté de « décoloniser l'Etat », de construire, selon les mots du nouveau vice-président et ancien guérillero Alvaro Garcia Linera, « un modèle socialiste avec un capitalisme bolivien ». Mais plus que le débat autour de l'éternel dilemme « réforme ou révolution » et du projet qu'entend mettre en œuvre « el Evo », tous attendent les

premières mesures que le gouvernement prendra lors de son entrée en fonction. L'attitude du « wait and see » prévaut tant dans les capitales occidentales qu'au sein des mouvements sociaux. Il est certain que de micro-conflits éclateront rapidement dès l'entrée en fonction du nouveau président car les attentes sont énormes et tout une franche radicalisée du mouvement social le regarde avec méfiance même s'ils célèbrent cette victoire électorale. Morales va devoir rapidement adopter une série de réformes marquant la rupture avec le passé, s'il veut aller au bout de son mandat.

A Washington et dans les capitales européennes, certaines inquiétudes se sont exprimées quant au sort des investissements des entreprises pétrolières, étant donné que la revendication de nationalisation des hydrocarbures s'est généralisée dans le pays au cours des dernières mobilisations. Même si le président élu s'est déjà déplacé pour garantir aux chefs de gouvernements et aux entreprises pétrolières comme Petrobras, Repsol, Total et Shell qu'il n'y aura pas d'expropriations, on assistera probablement à un renforcement du contrôle de l'Etat de l'exploitation et de la commercialisation des hydrocarbures, ainsi qu'à une augmentation de la pression fiscale sur les entreprises étrangères présentes dans le pays. Pour ce faire, Morales bénéficiera du soutien de Fidel Castro et d'Hugo Chavez qui furent les hôtes de ses deux premiers voyages en tant que président élu. Une officialisation de ce que le *Comandante Chavez* appelle « l'axe du bien ».

Frédéric LEVEQUE

Un dossier spécial sur les élections en Bolivie est disponible sur le site du Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL - www.risal.collectifs.net).

La bonne nouvelle de Cancun ne s'est pas reproduite. « Ils » ont gagné. Nous avons perdu. En quoi est-ce leur victoire et quelles leçons en tirer, c'est le propos de cette dernière note de la série consacrée à la 6^e conférence ministérielle de l'OMC⁽¹⁾.

Les élites politico-médiatiques occidentales soulignent les gains obtenus par les pays en développement. Mais elles omettent d'indiquer que pour ces miettes concédées parcimonieusement par les gouvernements occidentaux totalement au service des firmes transnationales, les pays en développement vont avoir à subir le coût des décisions favorables aux pays riches.

Le temps d'un bilan est venu. Ce bilan est triple :

a) les progrès économiques annoncés par le libre échange non régulé et non modulé voulu par les accords de l'OMC ne se sont pas vérifiés

Le niveau de vie des peuples n'a pas augmenté. Là où ils connaissent des applications avancées suite à la pression de la Banque mondiale et du FMI, le libre-échange à la manière de l'OMC a provoqué la perte de l'auto-suffisance alimentaire et la destruction de centaines de milliers d'emplois dans l'agriculture. On cite souvent la Chine en exemple du succès d'un capitalisme restauré. Mais on ne remet pas les chiffres en perspectives. Si 25 millions de Chinois – et on se réjouit pour eux – ont atteint un niveau de vie décent, que dire du milliard trois cent soixante quinze millions restant ? Une bourgeoisie s'est reconstituée, c'est tout. Mais où donc sur la planète, la richesse produite par le libre-échange au bénéfice de quelques-uns a-t-elle compensé la misère qu'il a provoquée chez un très grand nombre ?

Le bien être des consommateurs ne s'est pas amélioré. Gouvernements, partis politiques et médias acquis au libéralisme nous rassurent que les consommateurs sont les premiers bénéficiaires de la libéralisation. Quelqu'un connaît-il un cas où la libéralisation de la distribution d'eau ait provoqué une diminution du prix au mètre cube fourni ? Quelqu'un connaît-il un

cas où la libéralisation de l'électricité ait provoqué une baisse du prix du kilowatt ? C'est tout le contraire et des pays d'Afrique qui ont commis l'erreur de croire à la propagande libérale paient aujourd'hui plus cher une eau de moins bonne qualité qui n'est plus distribuée partout.

Le libre échange ne peut être une fin en soi. C'est une méthode. Et elle doit impérativement être encadrée et modulée. Encadrée pour qu'elle serve d'autres objectifs que le profit et, à tout le moins, qu'elle ne les menace pas. Modulée, parce que le libre-échange entre acteurs de niveaux différents, c'est toujours l'écrasement du faible par le fort. Or, le libre échange qu'impose l'OMC élimine toute forme d'encadrement et ignore systématiquement les différences. Tout en proclamant le contraire. Mais il n'y a pas une seule disposition dans les accords de l'OMC relative au secteur privé ; il n'y a pas une seule mesure concrète et effective qui module en fonction des pays la déréglementation généralisée qu'imposent ces accords.

b) les engagements pris à l'égard des pays en développement, et en particulier les plus pauvres d'entre eux, n'ont pas été tenus

La phraséologie pro-développement insérée en 1994 dans les Accords de Marrakech afin d'obtenir l'assentiment des pays en développement déjà membres du GATT à la création de l'OMC et à l'application d'un libre échange sauvage à des matières n'ayant qu'un rapport lointain avec le commerce (entendu comme l'échange des biens et de marchandises) ne s'est pas traduite en décisions concrètes.

Cette même phraséologie pro-développement qui emballe le programme de négociation décidé à Doha en vue de renforcer le pouvoir de l'OMC et d'étendre le libre échange sauvage à des nouvelles matières n'a pas trouvé davantage de concrétisation à Hong Kong.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer deux dispositions ayant trait aux pays les moins avancés :

En 1994, l'article XI, §2, de l'Accord établissant l'OMC contient la disposition suivante :

HONG KONG : VICTOIRE DU BUSINESS, ECHEC DES PEUPLES

« Les pays les moins avancés reconnus comme tels par les Nations Unies ne seront tenus de contracter des engagements et de faire des concessions que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux ou avec leurs capacités administratives et institutionnelles ».

En 2005, après onze ans d'efforts des gouvernements du Sud et des ONG, avec les promesses des gouvernements européens, de la Commission européenne, des USA, du Japon et de leurs satellites, avec le discours pro-développement mille fois répétés par les acteurs politiques occidentaux et leurs relais médiatiques, le résultat est le suivant dans le texte adopté à Hong Kong (Annexe F – traitement spécial et différencié) :

« Il est réaffirmé que les pays les moins avancés ne seront tenus de contracter des engagements et faire des concessions que dans la mesure compatible avec les besoins du développement, des finances et du commerce de chacun d'entre eux ou avec leurs capacités administratives et institutionnelles ».

On mesure le progrès accompli !

c) Hong Kong consacre l'échec d'une illusion

De nombreux gouvernements, dans le Sud, ont cru de bonne foi aux promesses des Accords de Marrakech de 1994 et du programme de négociation arrêté à Doha en 2001. D'autres n'y ont pas cru, mais ils ont fait semblant d'oublier que ces promesses n'avaient pour seul but que d'obtenir leur adhésion à des propositions très favorables aux pays riches.

Tous se sont appuyés sur ces textes pour en exiger la matérialisation. On a

ainsi assisté, à Genève, pendant les quatre années de négociations qui ont suivi Doha aux rappels, parfois pathétiques mais toujours vains, des orientations inscrites dans un programme faussement baptisé « Agenda de Doha pour le Développement ».

Avec ces gouvernements, un certain nombre d'ONG ont pris au mot les promesses de Marrakech et de Doha. Elles se sont engagées dans un intense travail d'analyse et de propositions en vue de leur donner réalité. Elles ont privilégié un « dialogue constructif » avec des institutions comme la Commission européenne ou l'OMC. Elles ont poussé les gouvernements du Sud, et ceux d'Afrique en particulier, à la négociation d'accords qui auraient été plus équilibrés et leur auraient permis de tirer le meilleur d'un libre échange soudainement encadré et modulé. Elles ont ainsi donné du crédit à une négociation où tous les dés sont pipés.

Elles ont entretenu l'illusion que c'était possible, parce qu'elles ont entretenu l'illusion de la bonne foi des libéraux de droite et de gauche d'Europe et des Etats-Unis lorsqu'ils parlent de développement et de solidarité. Elles ont entretenu l'illusion que l'OMC pouvait fonctionner selon des règles de droit. Elles ont fait croire que des gangsters pouvaient se comporter

comme des anges.

L'échec de Hong Kong, c'est aussi l'échec de cette stratégie des gouvernements du Sud comme des ONG qui les ont conseillés. Il faut maintenant en tirer les conséquences. Le plus mauvais choix serait de persévérer.

Construire l'espérance

Il y a, au Nord et au Sud, des associations et des ONG qui font un travail remarquable d'analyse et de pédagogie et qui ne se trompent pas sur la réalité de ce qui se trouve en face. Il y a, au Nord et au Sud, des parlementaires, qui ne cèdent pas au néo-libéralisme et qui ne se contentent pas d'en atténuer les effets désastreux.

A Hong Kong, des parlementaires africains se sont exprimés avec compétence et conviction sur l'AGCS (voir leur appel sur le site de l'URFIG). Ils ont rejeté l'Annexe C. Ils n'ont pas été entendus. Parce qu'ils sont isolés.

Tirer les leçons de Hong Kong pour celles et ceux qui ne veulent pas un monde marchandisé, c'est construire un nouvel internationalisme basé sur le respect des différences et la complémentarité des convictions, mais c'est aussi enrichir le maillage des réseaux altermondialistes d'un prolongement politique crédible.

Nous sommes entrés dans un XXI^e siècle où la modernité proposée consiste, au nom de la réforme désormais au service de la régression politique et sociale, à retourner aux pratiques d'exploitation locales et internationales du XIX^e siècle.

Comment ne pas ressentir

profondément que ce qui est en cause, c'est la souveraineté des peuples et, au-delà, la dignité de la personne humaine ? Les conquêtes politiques et sociales pour lesquelles nos aînés se sont tant battus, parfois jusqu'au sacrifice de leur vie, sont les cibles directes des accords de l'OMC et des négociations en cours. Priver le suffrage universel de toute effectivité, priver les pouvoirs publics de toute capacité d'action, démanteler les systèmes de redistribution de la richesse produite, c'est à cela que s'emploient libéraux de droite et de gauche à la solde du patronat lorsqu'ils négocient à l'OMC.

Comment ne pas constater que les droits consacrés par l'ONU dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dans le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels et dans le Pacte international sur les droits civils et politiques, trois textes considérés comme les plus grandes avancées de l'humanité, sont aujourd'hui systématiquement foulés au pied ?

La stratégie des libéraux de droite et de gauche est la même employée à l'OMC pour remettre en cause la décolonisation que celle employée en Europe pour remettre en cause le suffrage universel, les droits fondamentaux individuels et collectifs, la solidarité organisée : conférer des pouvoirs contraignants à des institutions (Union européenne, OMC) qui échappent au contrôle démocratique ou, si on veut, reprendre par le haut tout ce qui a été concédé au niveau national et renier ailleurs tout ce qui a été consacré dans le cadre de l'ONU.

Qui ne voit que c'est la même restauration conservatrice qui est à l'œuvre de

la part des libéraux de droite et de gauche qui disent « oui » au traité constitutionnel européen et « oui » aux accords de l'OMC ?

Comment ne pas trouver actuel le vieil appel à l'unité de toutes les victimes de ce qu'on appelait il n'y a pas si longtemps le capitalisme, rebaptisé aujourd'hui en néolibéralisme, mais qui, aujourd'hui comme hier, signifie le pouvoir de l'argent ?

Comment ne pas se rendre compte que le combat n'a jamais cessé et que nous fûmes hier les barbares, devenus les esclaves et puis la plèbe, plus tard les serfs, plus récemment le prolétariat, aujourd'hui la racaille, mais toujours les exploités, même si certains d'entre nous, par notre appartenance géographique, sommes devenus une nouvelle fois complices malgré nous de l'exploitation dont, aujourd'hui avec l'OMC comme hier avec la colonisation, Europe et Etats-Unis sont les principaux acteurs ?

De Spartacus au Che, nous avons subi beaucoup de défaites. Mais le combat continue. Aucune défaite ne détruira la dignité qui est en chaque être humain. Après que la nuit soit tombée sur Hong Kong, le soleil s'est levé sur La Paz.

Aujourd'hui il y a grande souffrance. Mais de cette souffrance tirons la volonté de résister.

Racailles de tous les pays, unissons-nous !

Raoul Marc JENNAR

(1) Pour les notes précédentes et pour la présentation complète de celle-ci, voir www.urfig.org/ à la rubrique Hong Kong